

Plan Local d'Urbanisme (PLU)
Commune de PARIGNE L'EVEQUE (72)

**Déclaration de projet n°1
valant mise en compatibilité
du Plan Local d'Urbanisme**

**Notice de présentation de
la mise en compatibilité
du PLU**

Compléments apportés au rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme

Novembre 2023

Sommaire

Sommaire	2
Préambule	4
Rappel concernant l'incompatibilité du projet avec le PLU	4
Contenu du dossier de mise en compatibilité soumis à enquête publique	4
I – Adaptations apportées au Plan Local d'Urbanisme	5
Adaptations apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables	5
Adaptations apportées aux plans de zonage	7
Adaptations apportées au règlement écrit	11
Autres documents du Plan Local d'Urbanisme	11
II – Evaluation environnementale	12
Objectifs et rôle de l'évaluation environnementale	12
Contenu de l'évaluation environnementale	12
Pourquoi une évaluation environnementale ?	13
Rappel de l'objet de la mise en compatibilité du PLU	13
Etat initial de l'environnement	14
Synthèse des enjeux environnementaux du site	42
Perspectives d'évolution probables	44
Articulation avec les documents d'urbanisme, plans et programmes de portée supérieure	45

Incidences notables probables sur l'environnement	54
Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement et des solutions de substitution	67
Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement	68
Définition des critères, indicateurs et modalités de suivi	70

Préambule

Rappel concernant l'incompatibilité du projet avec le PLU

Le dossier de déclaration de projet a permis de montrer l'incompatibilité du projet de périmètre d'exploitation de la sablière de l'Oiselière envisagé dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploitation avec certaines dispositions du Plan Local d'Urbanisme de Parigné l'Evêque approuvé le 16 novembre 2017 et particulièrement au niveau de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables et de son règlement graphique (plans de zonage).

Ces incompatibilités étant susceptibles de faire obstacle à la réalisation de ce projet dont l'intérêt général a été démontré, la présente notice a pour objectif d'exposer les adaptations apportées au Plan Local d'Urbanisme et l'évaluation environnementale imposée dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU.

- du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et de leurs avis éventuels,
- du bilan de la concertation.

Contenu du dossier de mise en compatibilité soumis à enquête publique

Le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme est soumis à enquête publique unique avec le dossier de déclaration de projet.

Il est constitué :

- de la présente notice de présentation. Cette notice constitue un complément au rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme,
- des documents du Plan Local d'Urbanisme modifiés (PADD, plans de zonage),

I – Adaptations apportées au Plan Local d'Urbanisme

Adaptations apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables

L'incompatibilité relevée au niveau du Projet d'Aménagement et de Développement Durables porte tant sur les orientations écrites, silencieuses concernant l'activité des carrières que sur la cartographie de synthèse les accompagnant ne faisant pas référence au site de l'Oiselière.

- **Au niveau des orientations écrites**

Dans le cadre de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, il est proposé de compléter les orientations écrites du PADD et particulièrement les orientations générales des politiques de développement économique (partie IV).

NB : en parallèle de la conduite de la déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU pour le site de l'Oiselière, une déclaration de projet n°2 a été engagée sur un autre site de carrière géré par l'entreprise PGCIDF au Petit Cutesson. La déclaration de projet n°2 induisant également une nécessité de mise en compatibilité du PADD, il est décidé de rédiger une seule et même orientation pour les deux projets portant sur des sites de carrières existantes.

La rédaction proposée est la suivante :

« D. Prendre en compte les besoins de développement et d'évolution des activités de carrières

La commune recense 2 carrières sur les sites du Petit Cutesson et de l'Oiselière, qui permettent de répondre aux besoins locaux des entreprises en matériaux (granulats).

Le PLU doit intégrer les besoins de développement et d'évolution liés à ces activités :

- *sur le site du Petit Cutesson, en permettant l'évolution à terme de l'activité d'extraction vers une activité de stockage, de transit et de recyclage de matériaux inertes,*
- *sur le site de l'Oiselière, en intégrant le projet d'extension du site d'exploitation actuel.*

La mise en œuvre de ces projets prendra en considération les environnements écologiques, paysagers et humains dans lesquels ils s'insèrent.

La nouvelle orientation permet de marquer explicitement la position de la commune concernant le développement et l'évolution des activités de carrière sur son territoire.

Elle permet également de rappeler que ces sites d'activités s'inscrivent dans un contexte environnemental particulier et riche qu'il convient de prendre en considération.

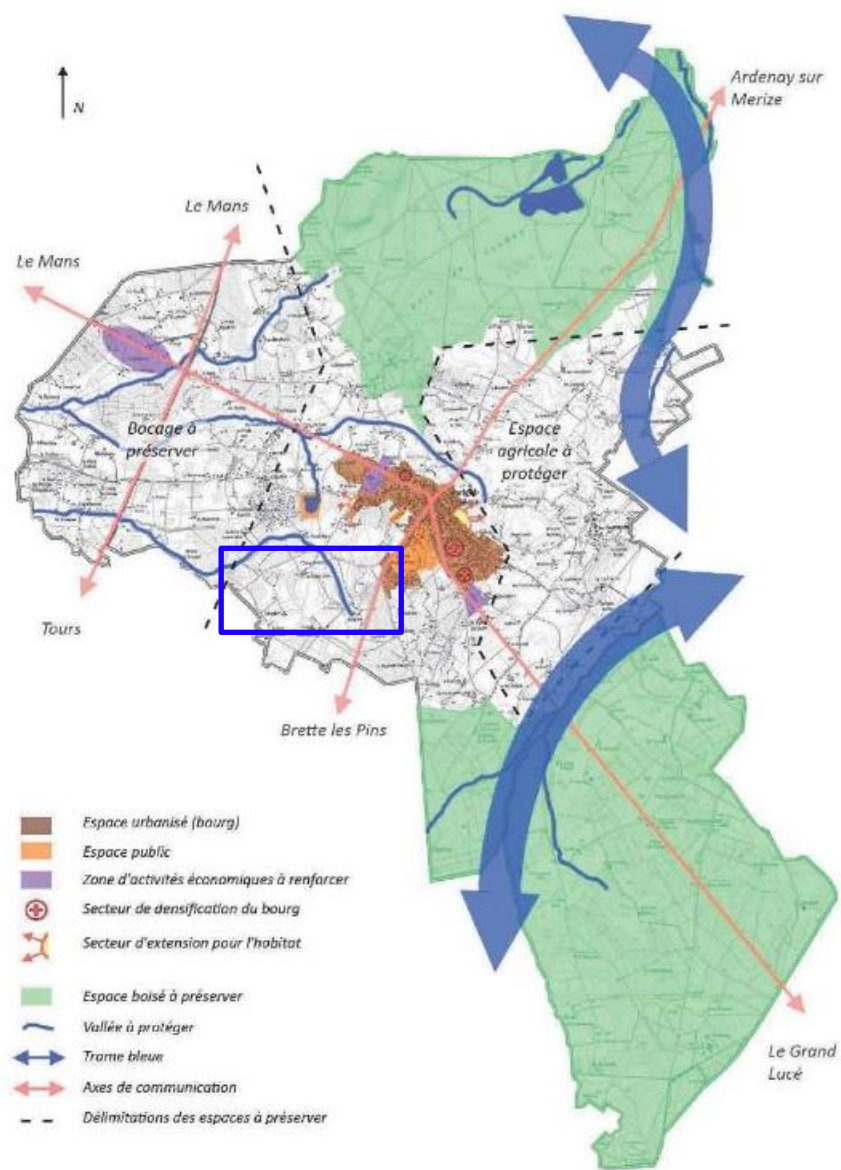
- **Au niveau de la cartographie de synthèse**

En cohérence avec la nouvelle orientation écrite relative aux activités de carrière, il est décidé de compléter la cartographie de synthèse illustrant le PADD à l'échelle du territoire pour faire apparaître le site de la sablière de l'Oiselière.

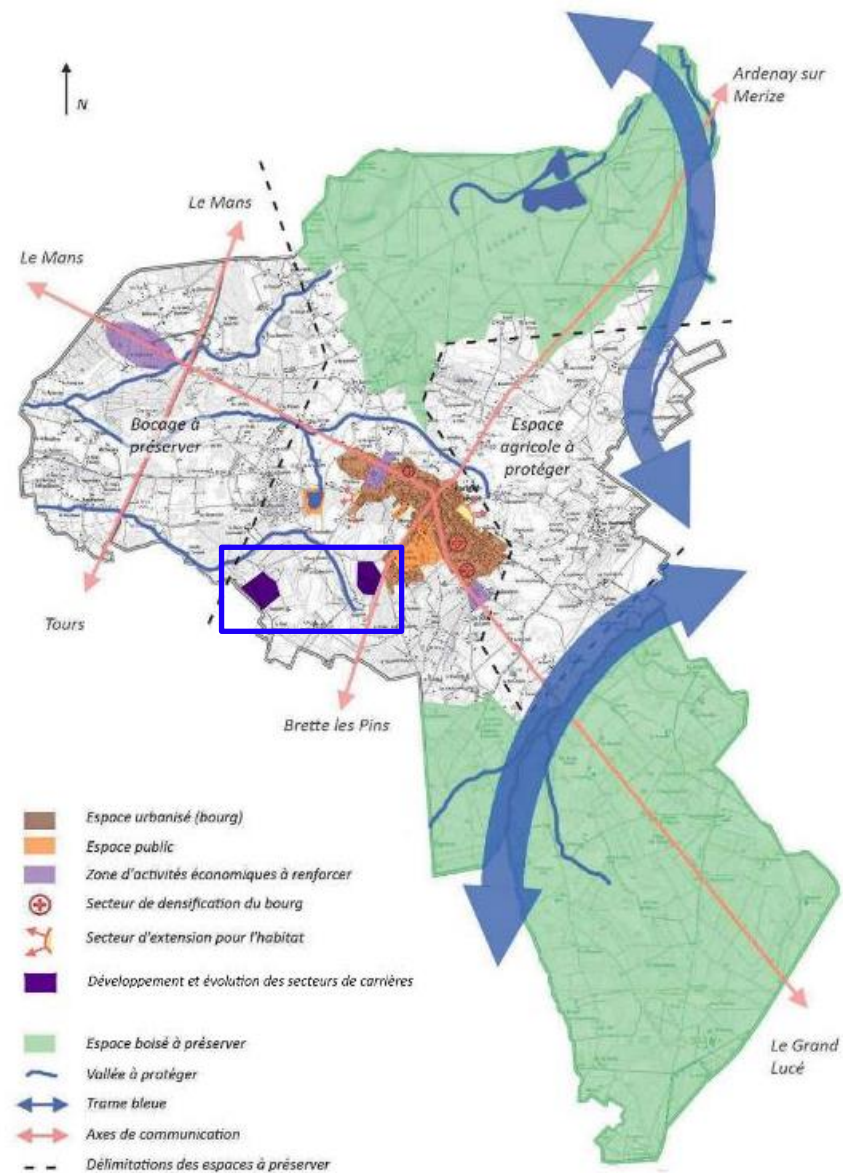
NB : conformément aux éléments mentionnés précédemment, cette cartographie prend également en compte la déclaration de projet n°2 relative au site du Petit Cutesson.

La nouvelle cartographie de synthèse est présentée en page suivante.

Carte de synthèse du PADD avant mise en compatibilité du PLU



Carte de synthèse du PADD après mise en compatibilité du PLU



Adaptations apportées aux plans de zonage

Sur les plans de zonage du Plan Local d'Urbanisme, les adaptations apportées portent sur :

- **le reclassement de la portion du périmètre d'exploitation actuellement classé en zone A dans le PLU au sein de la zone Nc destinée à l'exploitation du sous-sol**

Ce reclassement va porter sur une surface de l'ordre de 6,9 ha.

Cette modification doit permettre de mettre en cohérence le zonage avec le périmètre d'exploitation autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 pour lequel une demande de renouvellement d'autorisation d'exploitation est sollicitée.

- **La suppression de la protection d'une haie localisée au cœur du périmètre d'extraction de la carrière.**

Cette suppression est guidée par le fait que la haie identifiée sur les plans de zonage n'existe pas sur le site.

Par ailleurs, sa localisation au cœur du périmètre d'exploitation est incompatible avec l'usage programmé de la parcelle dans le cadre de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation.

- **La protection de la haie existante localisée en bordure du chemin rural n°70**

La haie existante en bordure du CR70 présente un intérêt en matière d'intégration paysagère de la carrière mais également en matière de biodiversité.

En conséquence, il est décidé d'inscrire sa protection au sein du PLU dans le cadre de la mise en compatibilité. Cette protection au titre de l'article L.123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme (nouvellement article L.151-19 du code de l'urbanisme) existante dans le PLU induit une limitation des possibilités d'arrachage de la haie protégée et

une obligation de déplacement et/ou reconstitution d'une haie d'intérêt environnemental équivalent.

- **La protection de haies bocagères inscrites dans un périmètre éloigné de la carrière**

L'état initial de l'environnement a montré que le bassin de visibilité sur la carrière était limité en raison de la présence de masses boisées et de haies bocagères présentes dans l'environnement plus ou moins proche de la carrière.

Afin de limiter les risques d'atteinte à ces éléments qui contribuent à limiter les vues directes sur la carrière et ses installations, il est décidé de les protéger au titre de l'article L.123-1-5-III 2° du code de l'urbanisme et de conforter ainsi le dispositif de protection paysagère dans l'environnement lointain de la carrière.

- **La délimitation et la protection d'une zone-tampon au nord de la carrière**

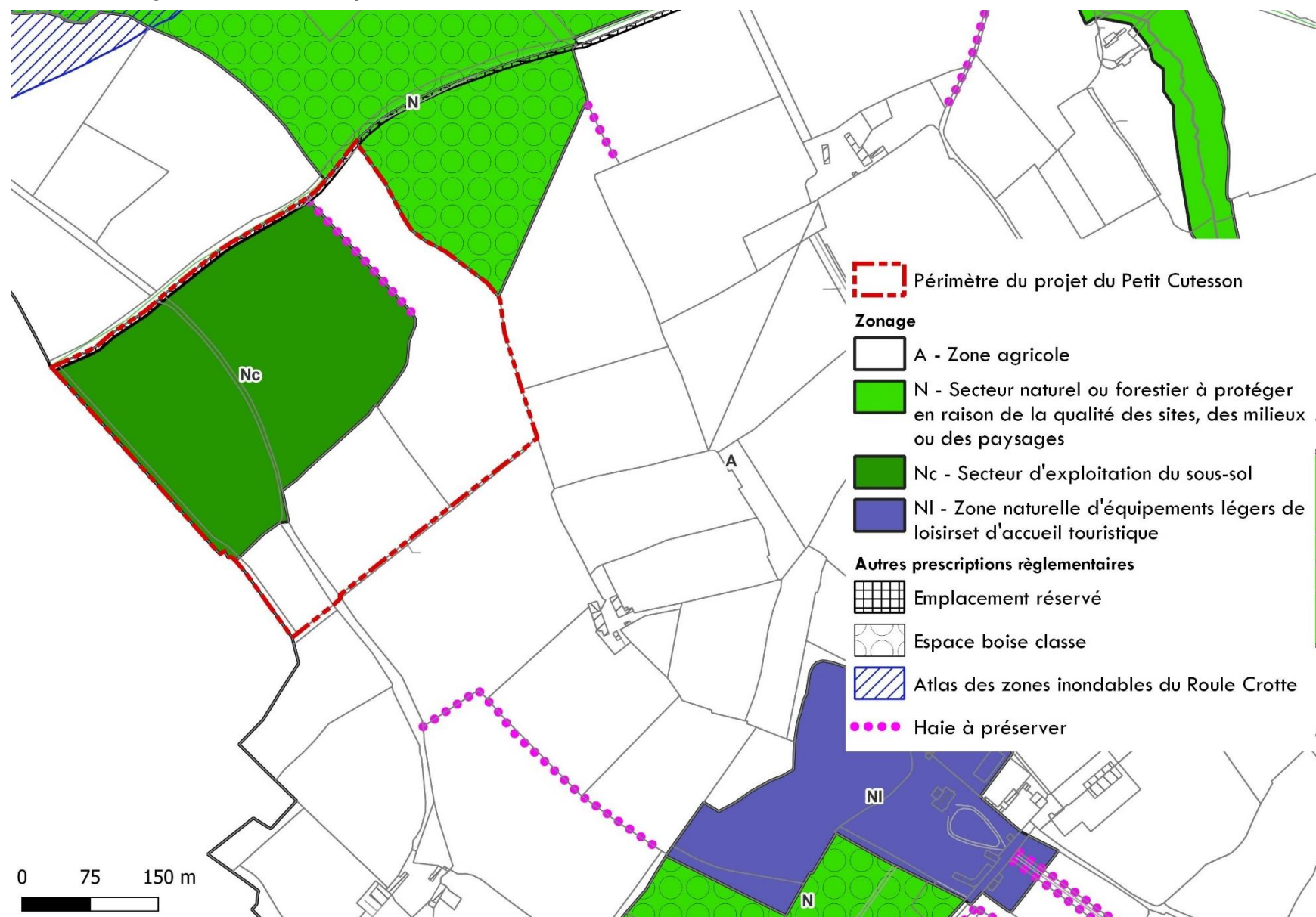
Dans le cadre de l'état initial de l'environnement, il apparaît qu'une zone préservée de toute exploitation du sous-sol au nord de la carrière présente un intérêt environnemental important en lien avec la présence d'habitats naturels et d'espèces d'intérêt patrimonial.

Cette sensibilité environnementale justifie une prise en compte particulière au sein du PLU afin d'assurer la préservation de ses caractéristiques actuelles. A ce titre et dans le cadre de la mise en compatibilité, cette zone est identifiée sur les plans de zonage et protégée au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme. Les mesures de protection définies sur ce secteur sont présentées dans le cadre de modifications apportées au règlement écrit ci-après.

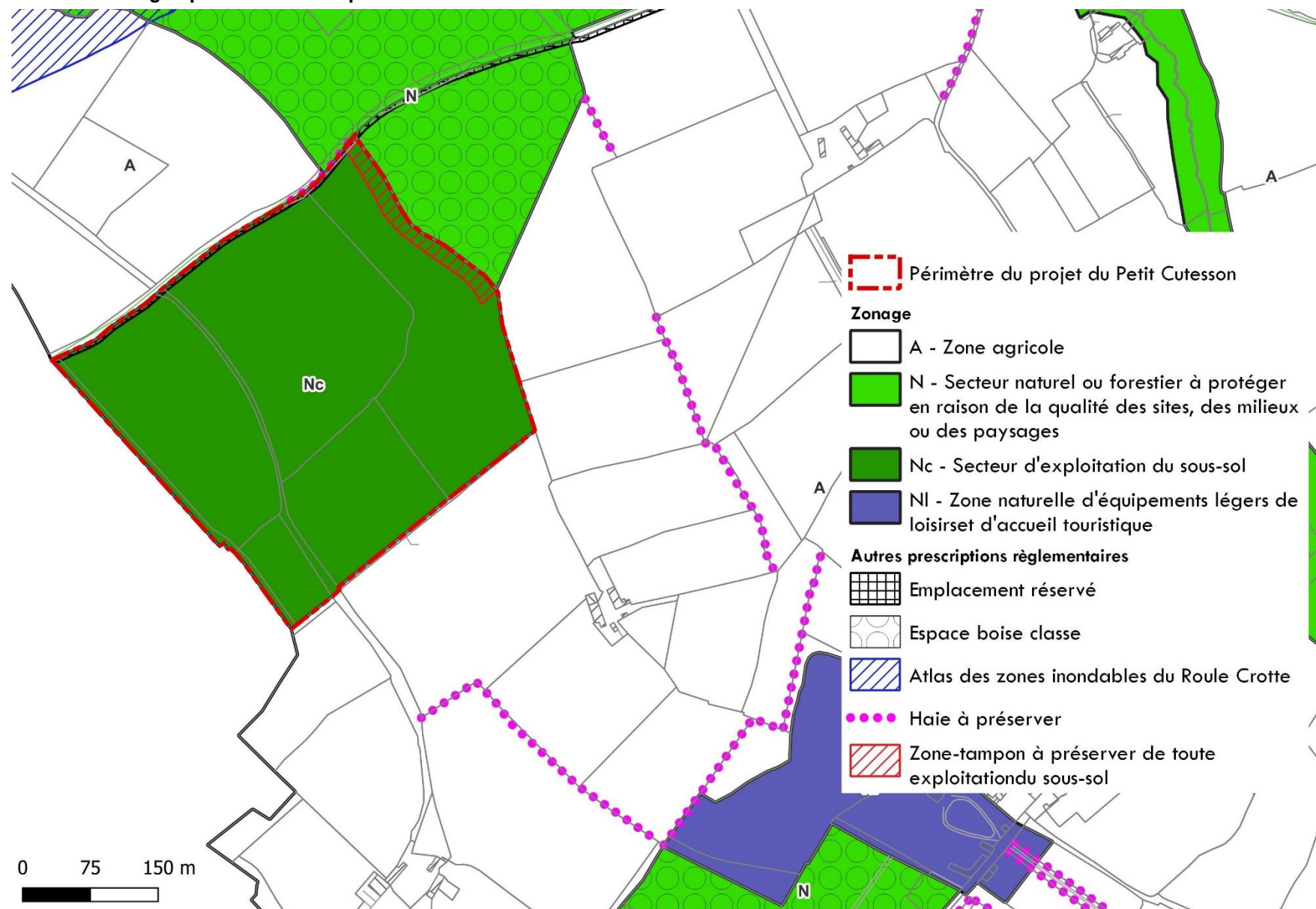
- **Les autres prescriptions règlementaires figurant aux plans de zonage ne sont pas modifiées :**

- L'emplacement réservé n°1 destiné à la création d'un cheminement piéton entre Parigné l'Evêque et Brette les Pins est maintenu et pris en compte dans le cadre du projet.
Il est rappelé que ce projet de cheminement piéton est envisagé dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur des modes actifs porté par la Communauté de communes du Sud-Est Manceau.
- L'Espace Boisé Classé d'une surface d'environ 220 m² présent en limite nord-est du site d'exploitation est conservé, celui-ci portant notamment sur la haie protégée mentionnée ci-dessus, dont l'existence n'est pas remise en cause dans le cadre du projet (localisation hors du périmètre d'exploitation).

Extrait du zonage avant mise en compatibilité du PLU



Extrait du zonage après mise en compatibilité du PLU



Adaptations apportées au règlement écrit

Les dispositions règlementaires existantes et applicables à la zone Nc étendue à l'ensemble du périmètre de la carrière sont adaptées aux besoins du projet. Elles ne nécessitent donc pas d'adaptation.

Il convient cependant de compléter le règlement écrit applicables aux zones N et Nc afin de préciser les dispositions s'appliquant au sein de la zone-tampon à protéger, délimitée au nord du site de la carrière. Ces mesures doivent permettre d'assurer la préservation des habitats d'intérêt identifiés et, par ce biais, la conservation des espèces faunistiques inventoriées. Ce complément est précisé dans le tableau suivant.

Règlement avant mise en compatibilité n°1 du PLU	Règlement après mise en compatibilité n°1 du PLU
<p>Article N2 – Occupation et utilisation du sol admises</p> <p>(...)</p> <p>Dans le secteur Nc, l'ouverture et l'exploitation des carrières sont autorisées ainsi que les installations, classées ou non pour la protection de l'environnement, liées à l'exploitation des carrières.</p>	<p>Article N2 – Occupation et utilisation du sol admises</p> <p>(...)</p> <p>Dans le secteur Nc, l'ouverture et l'exploitation des carrières sont autorisées ainsi que les installations, classées ou non pour la protection de l'environnement, liées à l'exploitation des carrières.</p> <p>Dans la zone-tampon identifiée sur les plans de zonage et à protéger au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme, toute construction, tout aménagement ou toute exploitation du sous-sol sont interdits. Sont seuls autorisés les aménagements et mesures destinés à assurer l'entretien des milieux naturels existants, dans le respect de leurs caractéristiques et de leur intérêt environnemental.</p>

Autres documents du Plan Local d'Urbanisme

- **Le rapport de présentation**

Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme est complété par la présente note relative à l'exposé des motifs de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ainsi que celle relative à la déclaration de projet.

- **Les orientations d'aménagement**

Elles ne sont pas concernées ni affectées par le présent projet.

- **Les annexes**

Elles ne sont pas concernées ni affectées par le présent projet.

II – Evaluation environnementale

La présente partie doit permettre d'apprécier la manière dont la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme impacte l'environnement au sens large.

Il est précisé que le Plan Local d'Urbanisme de Parigné l'Evêque approuvé le 16 novembre 2017 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale a fait l'objet d'un avis de la MRAe des Pays de la Loire le 14 avril 2017.

Objectifs et rôle de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet, ou d'un document de planification, et ce dès les phases amont de réflexions.

Elle sert à éclairer tout à la fois le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard des enjeux environnementaux et ceux relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public.

Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement du projet, du plan ou du programme et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné.

Contenu de l'évaluation environnementale

Le contenu de l'évaluation environnementale dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanisme est défini à l'article R.151-3 du code de l'urbanisme :

« Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et

L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas

échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

Pourquoi une évaluation environnementale ?

Le dossier de déclaration de projet a permis de démontrer l'incompatibilité du projet avec certaines dispositions du Plan Local d'Urbanisme de Parigné l'Evêque. Considérant l'intérêt général de ce projet, il convient de procéder à la mise en compatibilité du PLU.

Cette mise en compatibilité ayant les mêmes effets qu'une révision en contribuant à modifier les orientations du PADD et portant sur une surface supérieure à 5 ha, elle est obligatoirement soumise à évaluation environnementale conformément aux dispositions combinées des articles R.104-11 et R.104-13 du code de l'urbanisme.

Rappel de l'objet de la mise en compatibilité du PLU

La mise en compatibilité du PLU est destinée à permettre la poursuite de l'exploitation de la carrière de l'Oiselière pour laquelle l'entreprise PGCIDF a sollicité un renouvellement de l'autorisation d'exploitation.

Pour cela, la mise en compatibilité du PLU apportent les adaptations

suivantes :

- aux orientations écrites et à la cartographie du PADD, pour définir la position de la commune concernant la poursuite de l'exploitation du sous-sol sur le secteur de l'Oiselière,
- aux plans de zonage pour étendre l'emprise de la zone Nc dédiée à l'exploitation du sous-sol, en cohérence avec le périmètre d'exploitation de la carrière et pour définir des mesures de protection de certains éléments importants pour la protection du paysage et de la biodiversité (haie, zone-tampon),
- au règlement écrit, pour encadrer les possibilités de construire et d'aménager dans une zone-tampon protégée en raison de sa sensibilité écologique.

Etat initial de l'environnement

NB : le présent état initial de l'environnement s'appuie en partie, sur l'étude environnementale réalisée dans le cadre du Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale de la carrière (Laboratoire CBTP – septembre 2023) et sur le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme de Parigné l'Evêque.

1- Socle territorial

• Climat

Source : Rapport de présentation du PLU

Le climat du département de la Sarthe est de type océanique, c'est-à-dire avec une influence continentale peu marquée. Ce climat se caractérise par des hivers doux et humides, et des étés frais et secs.

Les vents dominants en fréquence, en force et en vitesse se situent de secteur Nord-Est (vent froid) et de secteur Sud-Ouest (vent humide).

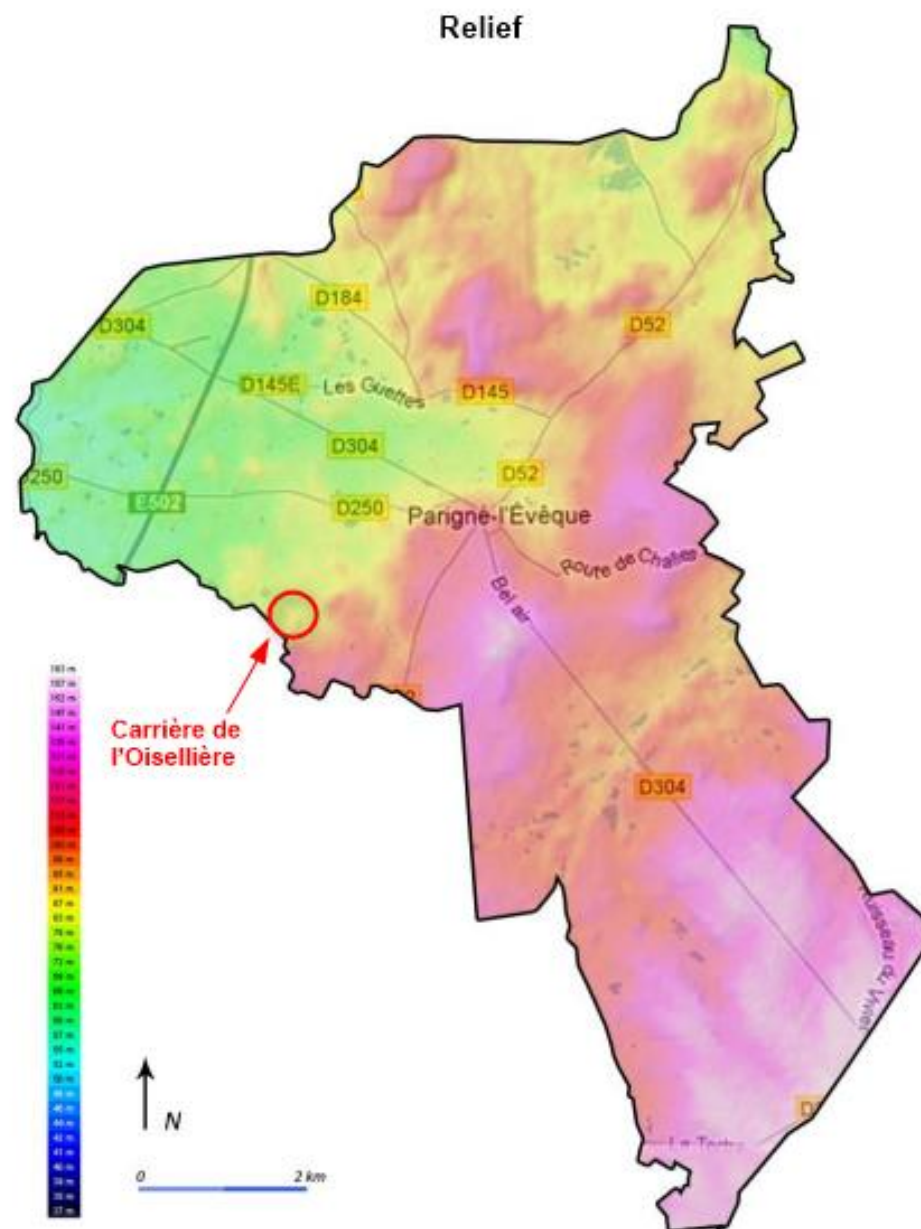
Les précipitations annuelles sont en moyenne de l'ordre de 600 mm et l'ensoleillement annuel est d'environ 1930 heures.

• Relief

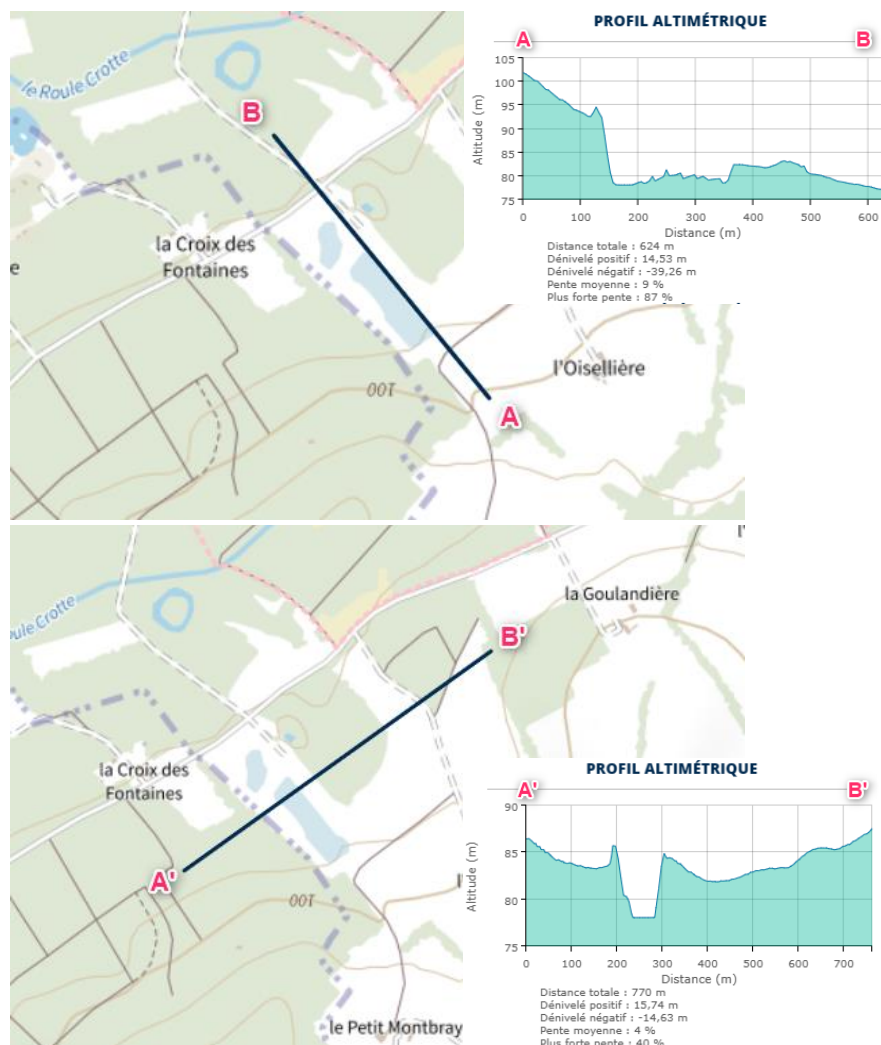
Source : Rapport de présentation du PLU, <http://www.cartes-topographiques.fr/France.html>

Le territoire communal est caractérisé par une pente orienté Sud-est / Nord-est avec :

- Le point le plus bas au lieu-dit « Le ruisseau », à 56 mètres ;
- Le point culminant à 151 mètres.



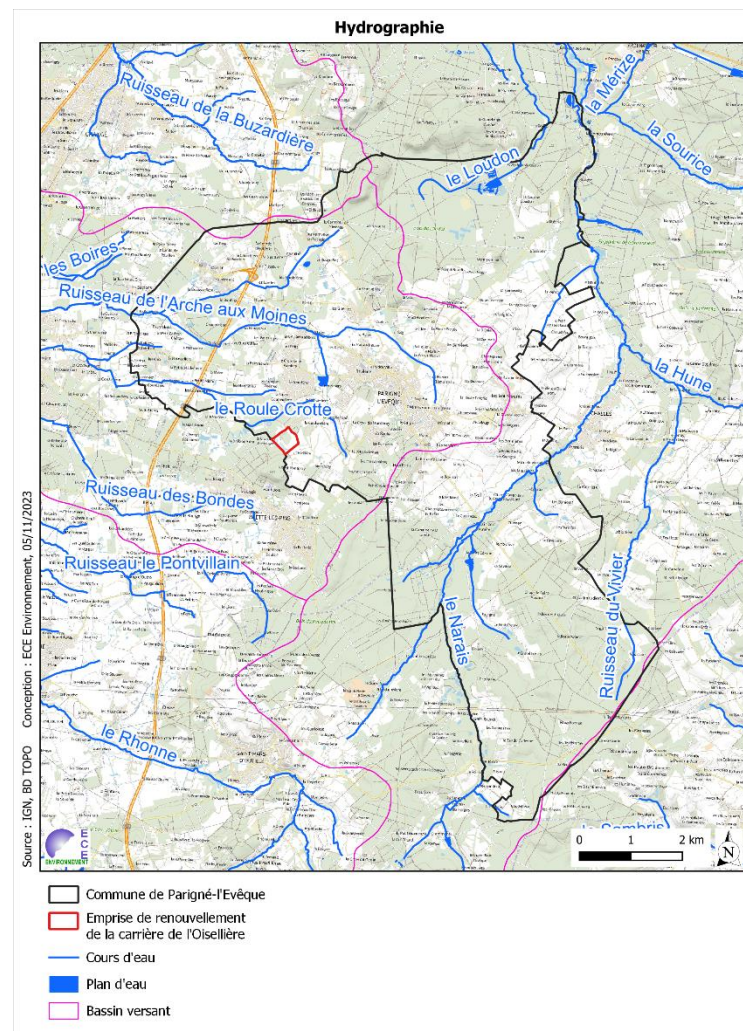
Les profils altimétriques au niveau de la carrière permettent clairement d'observer la rupture au niveau du coteau et la fosse exploitée dans le cadre de l'activité.



Hydrographie

Source : Rapport de présentation du PLU, BDTOP0

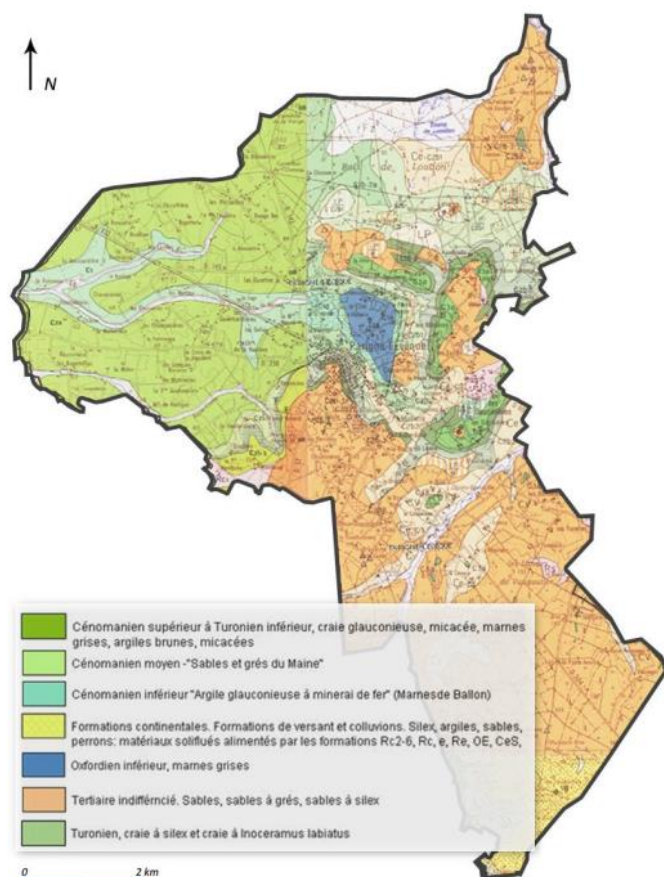
Deux bassins versants hydrographiques se distinguent sur le territoire : celui du ruisseau du Roule Crotte dans la moitié Ouest et celui du Narais dans la moitié Est.



• Géologie

Source : Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023) et sur le rapport de présentation du PLU, infoterre

On retrouve majoritairement du sable du Maine, d'âge Cénomanién, à l'Ouest du territoire communal et du sable, d'âge Tertiaire, au Sud. Ces sols sont pauvres, légers et très sensibles à la sécheresse. A l'Est du bourg subsistent des ilots du Turonien (craie). Au Nord-Est du bourg on note la présence de calcaire Oxfordien.

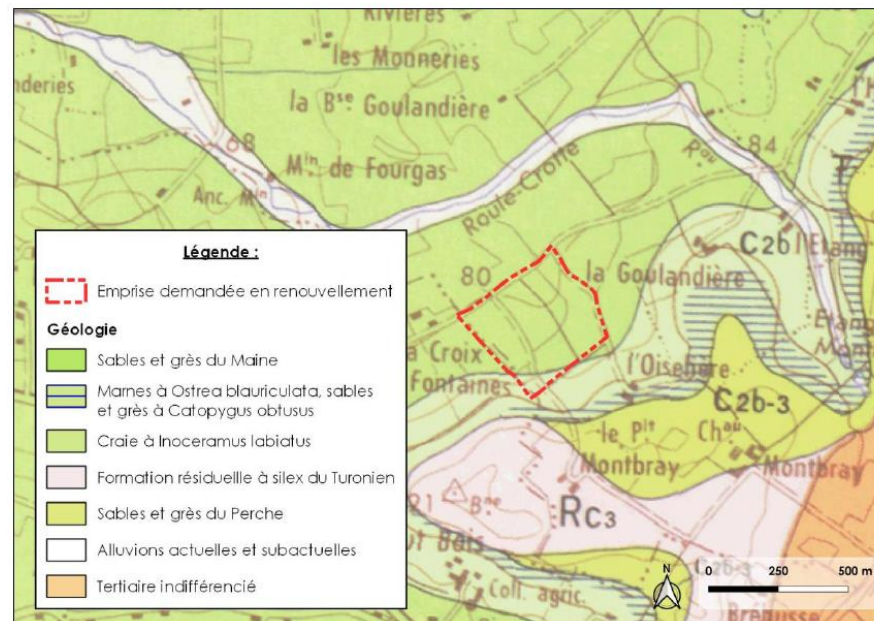


La carrière de l'Oiselère exploite les « Sables et grès du Maine » datés du Cénomanién inférieur et moyen.

Cette unité représente un ensemble détritique grossier décalcifié, composé essentiellement de sables jaunes graveleux, ferrugineux, plus ou moins argileux, avec lentilles de galets de quartz.

De nombreux lits et lentilles de « grès roussards » à ciment d'oxyde de fer s'intercalent aux sables à différents niveaux, sans lien avec la stratification. Une unité affleure sous les « Sables et grès du Maine ». Elle est constituée par des argiles glauconieuses jaunes décalcifiées, finement sableuses, auparavant exploitée comme minerai de fer. Ces argiles contiennent également de petits galets millimétriques à centimétriques de grès à grain fin.

Les Sables et Grès du Maine reposent sur les argiles glauconieuses à minerai de fer du Cénomanién inférieur et ils sont surmontés par les sables du Perche. Sur le gisement, la découverte est composée de terre végétale ainsi que d'argiles et de limons.



- **Occupation des sols**

Source : photographies aériennes IGN

L'occupation des sols sur le site de l'Oiselière n'a pas connu d'évolution significative jusqu'à l'autorisation d'exploitation de la carrière délivrée le 29 juillet 2009.

La photographie aérienne du site en 2005 montre ainsi des surfaces occupées pour 2/3 par des parcelles agricoles et pour le tiers restants, par des surfaces boisées.

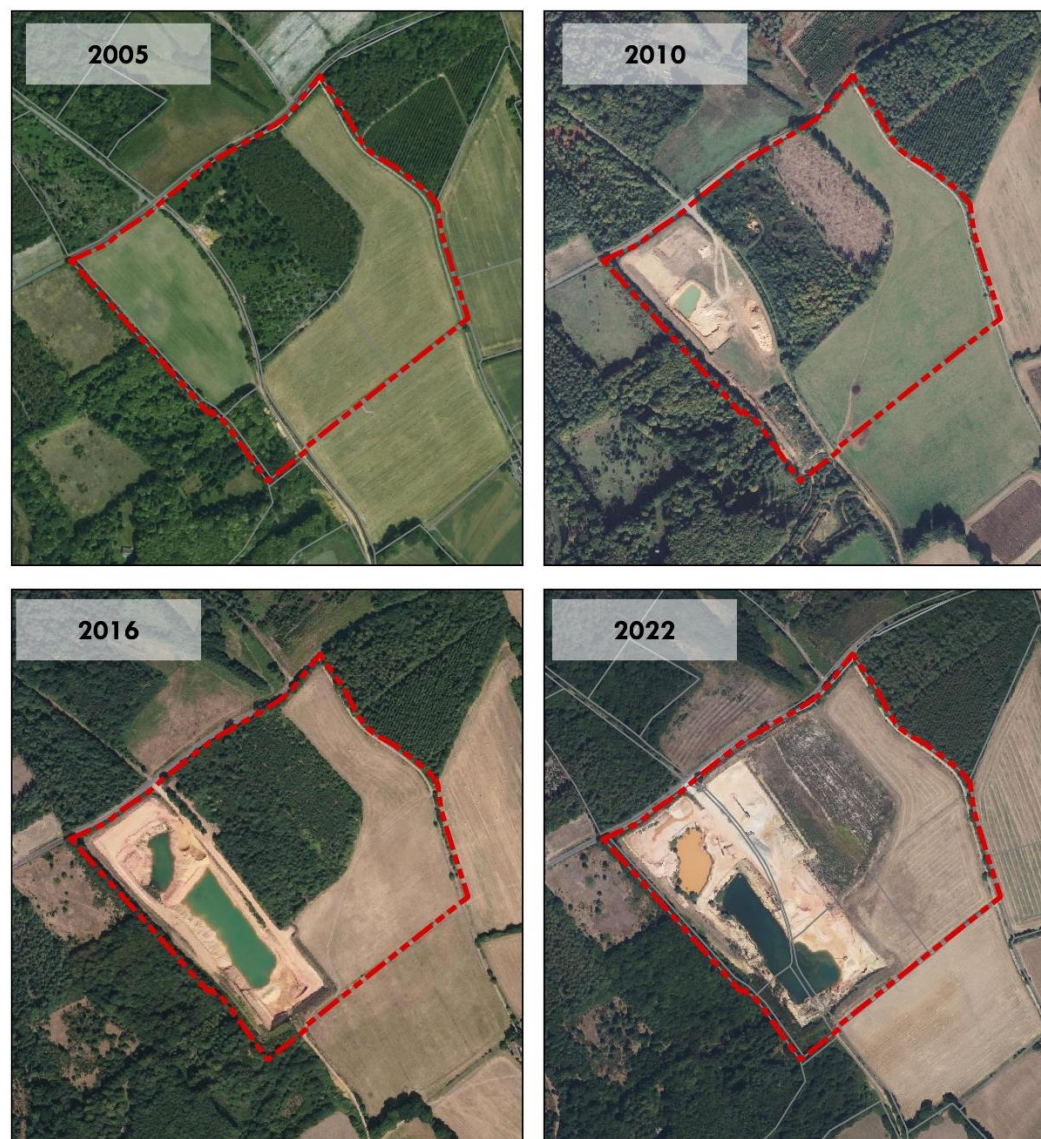
A partir de 2009, l'exploitation de la sablière contribue à modifier progressivement l'occupation des sols. L'exploitation démarre à l'ouest du site et s'étend progressivement vers l'est. Les surfaces boisées initiales ont désormais quasiment entièrement disparues, à l'exception des lisières à l'ouest et au sud.

Aujourd'hui, le site de l'Oiselière faisant l'objet du renouvellement de l'autorisation d'exploitation et couvrant 14,96 ha, est occupé :

- 7,42 ha par la carrière – site d'extraction, installations, plans d'eau, lisières (49,5% de l'emprise du site),
- 7,54 ha de surfaces non encore exploitées mais intégrées dans le périmètre d'exploitation autorisé en juillet 2009 (terrains remaniés et friche herbeuse).


Les limites du site sont marquées par :

- le chemin rural n°70 au nord,
- par des parcelles boisées ou en friches à l'ouest et au sud-ouest (territoire de Brette-les-Pins),
- par un petit boisement au nord-est,
- par des parcelles agricoles (prairies et cultures) à l'est et au sud-est.



0 50 100 150 200 m

**Historique de
l'occupation des sols**

 Périmètre du site de l'Oiselière

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs au socle territorial

Thématiques	Eléments de synthèse
Climat	La commune est concernée par un climat océanique.
Relief et réseau hydrographique	Le site s'inscrit à l'articulation du coteau et du vallon du Roule Crotte, à l'écart du réseau hydrographique. Il est marqué par l'activité de la carrière qui dessine une entaille.
Géologie	Le sous-sol de la commune est dominé par des sables de Maine du Cénomaniens, que la carrière de l'Oiselière exploite.
Occupation des sols	Le site a connu d'importantes évolutions de son occupation des sols depuis 2009, date de l'autorisation d'exploitation de la carrière de l'Oiselière. Le site est aujourd'hui occupé pour moitié par la carrière et ses installations, et pour moitié par des surfaces à caractère rural (terrains remaniés et friches herbeuses).

2- Paysages et patrimoine

- **Unités paysagères**

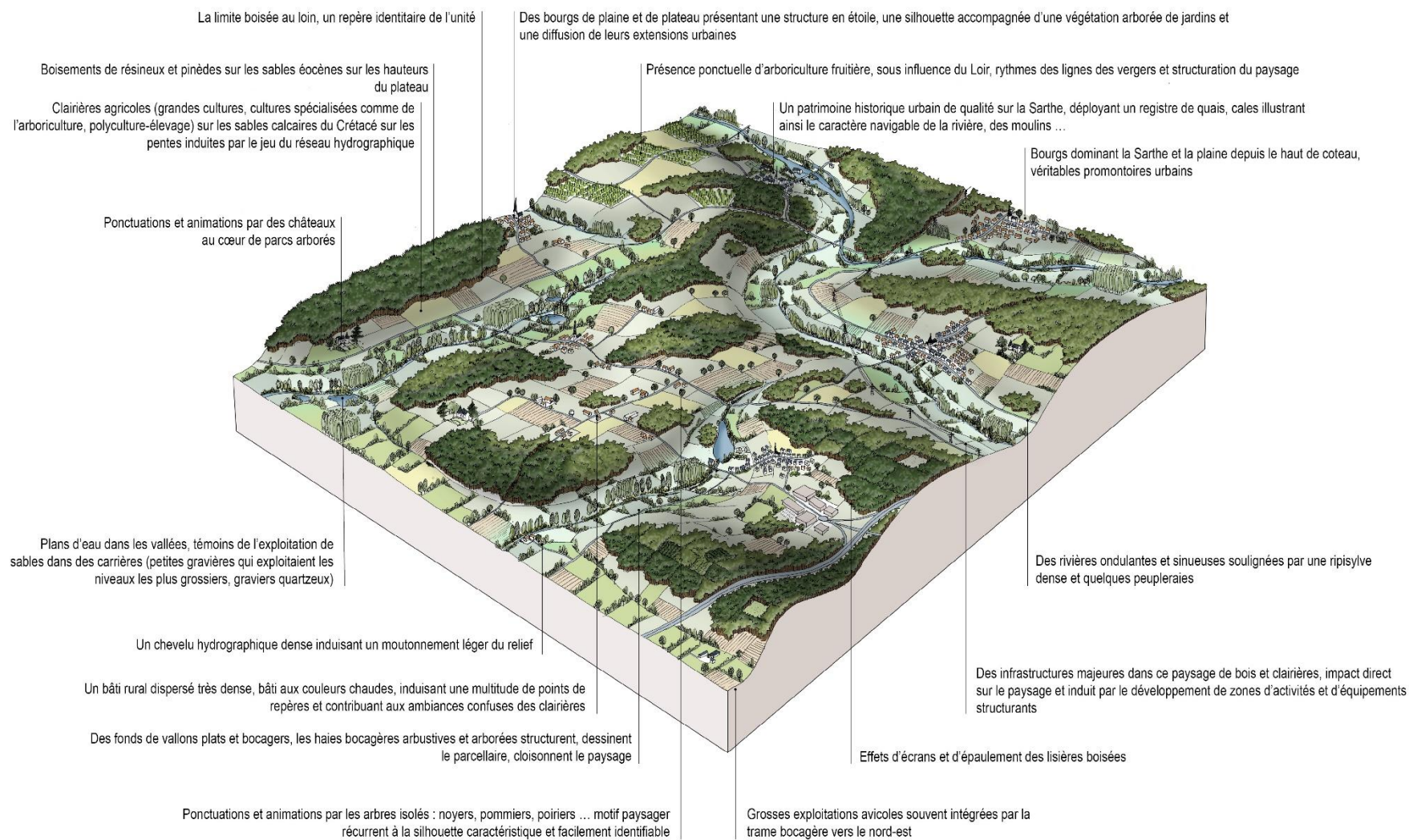
Source : Atlas des paysages des Pays de la Loire

La commune de Parigné l'Evêque s'inscrit dans l'unité paysagère « Les clairières entre Sarthe et Loir ». Cette vaste unité s'inscrit d'une part entre la Sarthe en aval de l'agglomération mancelle et la vallée du Loir à l'ouest, et d'autre part, entre les coteaux de l'Huisne à l'est du Mans et les forêts de Bercé et Vibraye.

Cette unité paysagère forestière joue sur l'alternance des masses boisées et des espaces ouverts cultivés de plus ou moins grande surface. Ces clairières, d'échelles différentes, sont généralement confuses, densément investies par un bâti rural dispersé mais aussi du bocage, des petits bois, des fruitiers qui cloisonnent les paysages. L'ensemble constitue un patchwork hétérogène. Seule la grande clairière du Belinois se distingue par ses ambiances de plaine céréalière.

Le bloc diagramme ci-après présente les grandes caractéristiques de cette unité paysagère.

Bloc-diagramme de l'unité paysagère des clairières entre Sarthe et Loir (16)



- **Entités paysagères**

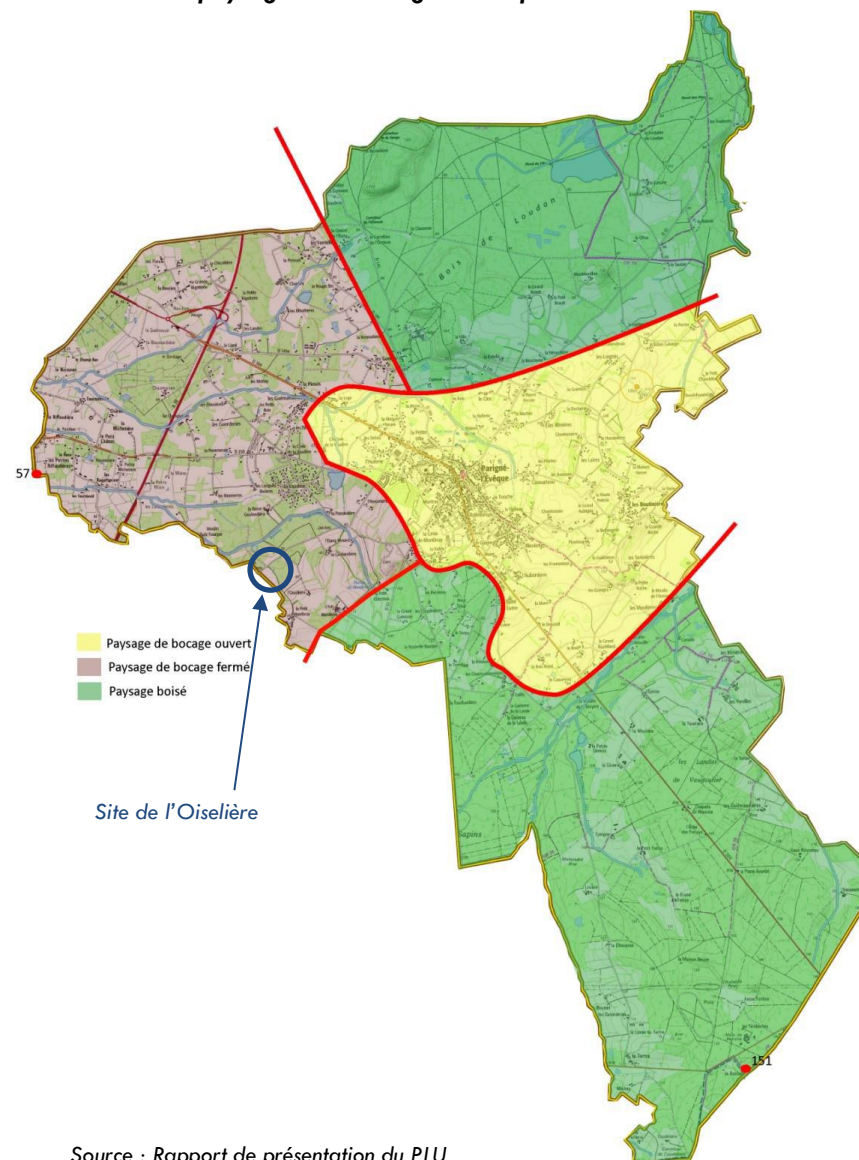
Source : Rapport de présentation - PLU Parigné l'Evêque

Le paysage communal se caractérise par la présence de vastes surfaces boisées particulièrement présentes au nord et au sud du territoire.

Dans sa partie centrale au sein de laquelle se trouve le site de l'Oiselière, les surfaces boisées alternent avec un paysage de bocage fermé au sein desquels le maillage bocager est dense et les vues sont peu profondes.

Les haies sont constituées d'arbres de haut jet, et principalement des chênes. Des arbustes de bourrage viennent compléter celles-ci. L'utilisation du sol est principalement pour le pâturage et le maraîchage. Le bâti est très dispersé, avec de petites fermes pour les constructions les plus anciennes. Ces anciennes fermes ne disposent généralement pas de bâtiment annexe.

Carte des entités paysagères de Parigné l'Evêque



Source : Rapport de présentation du PLU

- **Sensibilité paysagère du site**

La sablière de l'Oiselière s'inscrit dans un paysage rural marqué, alternant surfaces agricoles et surfaces boisées.

L'analyse de l'environnement paysager montre ainsi un bassin de visibilité réduit autour de la carrière :

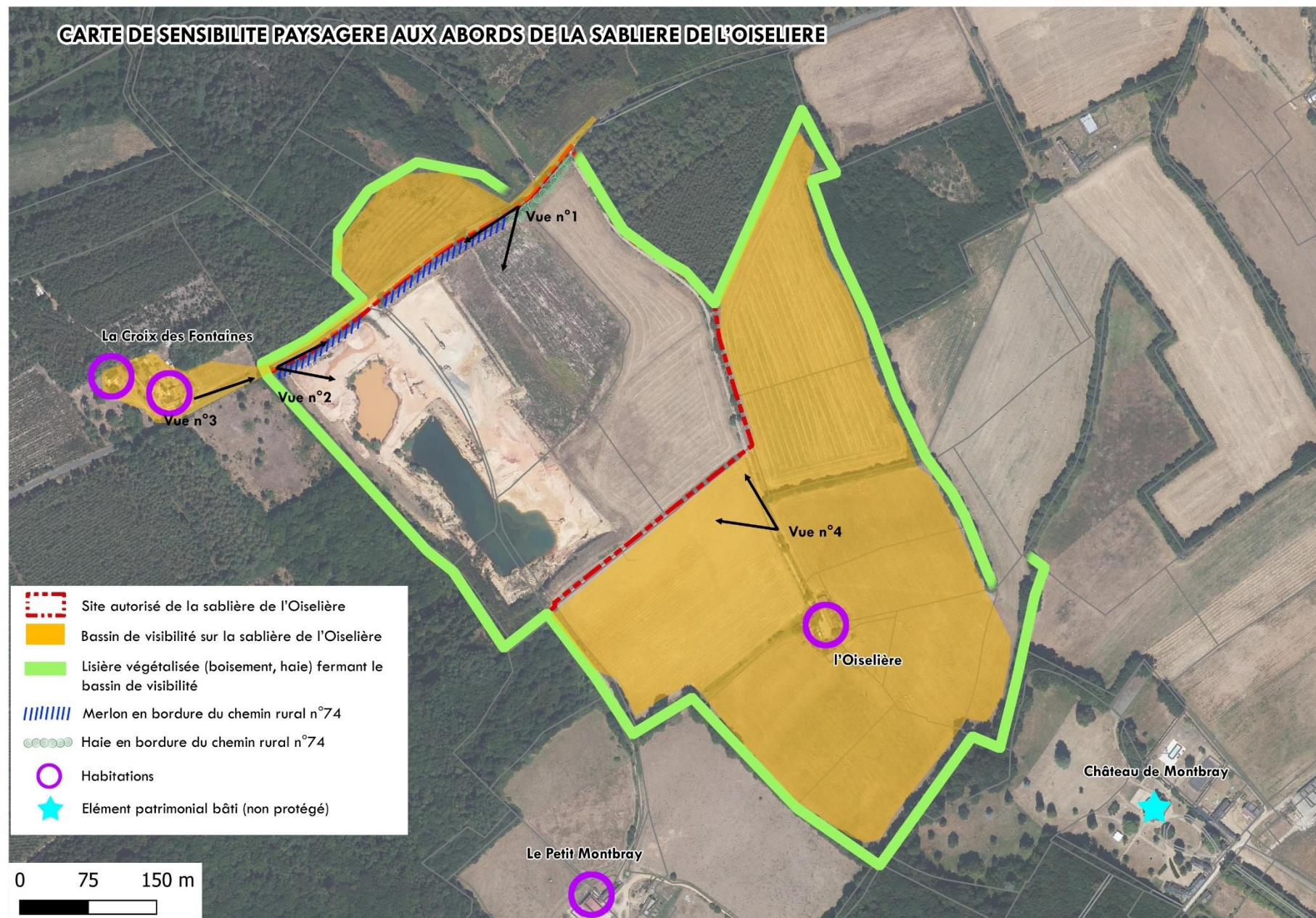
- en raison de l'alternance entre le paysage ouvert des parcelles agricoles de cultures et prairies et le paysage fermé formé par les boisements et haies bocagères présentes dans ce secteur du territoire communal,
- en raison du réseau viaire limité dans ce secteur, depuis lequel la carrière est perceptible. En effet, seul le chemin rural n°70 longeant la carrière au nord offre une vue sur la sablière (vues n°1 et n°2),
- le nombre réduit d'habitations dans l'environnement proche de la carrière.

Les vues les plus importantes sont celles offertes depuis le hameau de l'Oiselière au sud de la carrière. L'absence de végétation haute entre la carrière et ce hameau contribue en effet à offrir de larges vues sur le site d'extraction (vue n°4).

La découverte de la carrière et de ses installations se fait en approche immédiate lorsque l'observateur longe le chemin rural 70. Si l'existence d'une haie et du merlon présent le long de la voie permet de limiter la visibilité de la carrière, celle-ci reste perceptible du fait de la hauteur de certains stocks de matériaux, qui dépasse celle du merlon ou de la haie.

Le carte en page suivante présente la sensibilité paysagère du site de la carrière de l'Oiselière actuellement.





- **Patrimoine bâti et archéologique**

Source : PLU en vigueur de Parigné l'Evêque et atlas du patrimoine

La commune présente une sensibilité patrimoniale avec la présence de 3 monuments historiques :

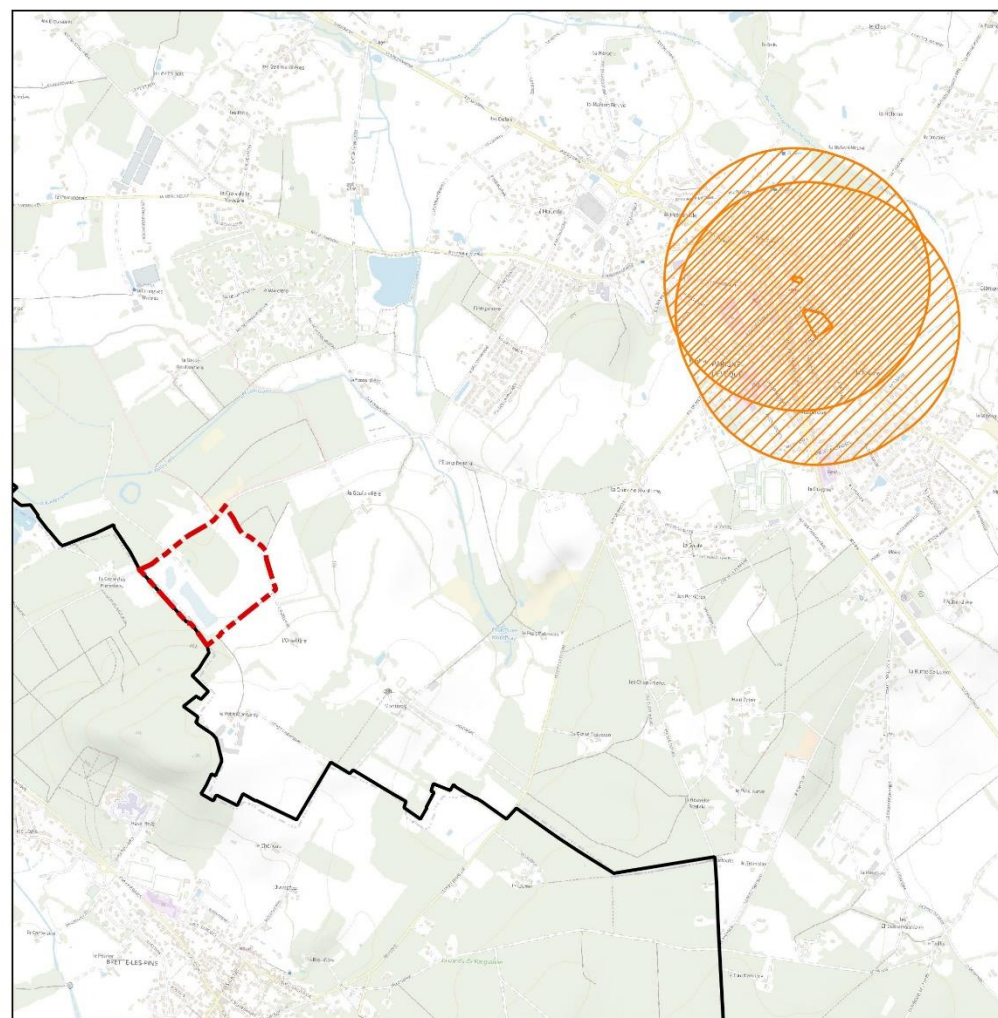
- L'église Notre-Dame de l'Assomption inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 16 juillet 1984,
- Le cimetière et les plantations inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 12 décembre 1946,
- La lanterne des morts et la chapelle Notre- Dame de Pitié inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques le 20 janvier 1926.

Il est à noter que ces monuments historiques sont localisés dans le bourg de Parigné l'Evêque et qu'aucun de leur périmètre de protection n'intercepte le site de la sablière de l'Oiselière.

Par ailleurs, le château de la Buzardière localisé sur la commune voisine de Changé est également protégé au titre des monuments historiques et voit son périmètre s'étendre sur le territoire de la commune sans toutefois affecter le site de l'Oiselière.

Le site de l'Oiselière n'est concerné ni par une zone de sensibilité archéologique ni par une zone de présomption de prescriptions archéologiques.

Enfin, aucun élément de patrimoine identitaire ou de petit patrimoine n'est localisé à l'intérieur du périmètre du projet de l'Oiselière.



Patrimoine culturel

- Périmètre du site de l'Oiselière
- Périmètre de protection des monuments historiques

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs aux paysages et patrimoine

Thématiques	Eléments de synthèse
Paysages	Un site implanté au cœur d'une entité paysagère caractérisée par d'importantes surfaces boisées et un maillage bocager important. Une sensibilité paysagère limitée du fait de la présence d'éléments végétalisés (boisement, haies) contribuant à limiter les vues sur le site d'exploitation autorisé.
Patrimoine	Un éloignement vis-à-vis des sites patrimoniaux les plus remarquables du territoire communal.

3- Patrimoine naturel

- **Zonage du patrimoine naturel**

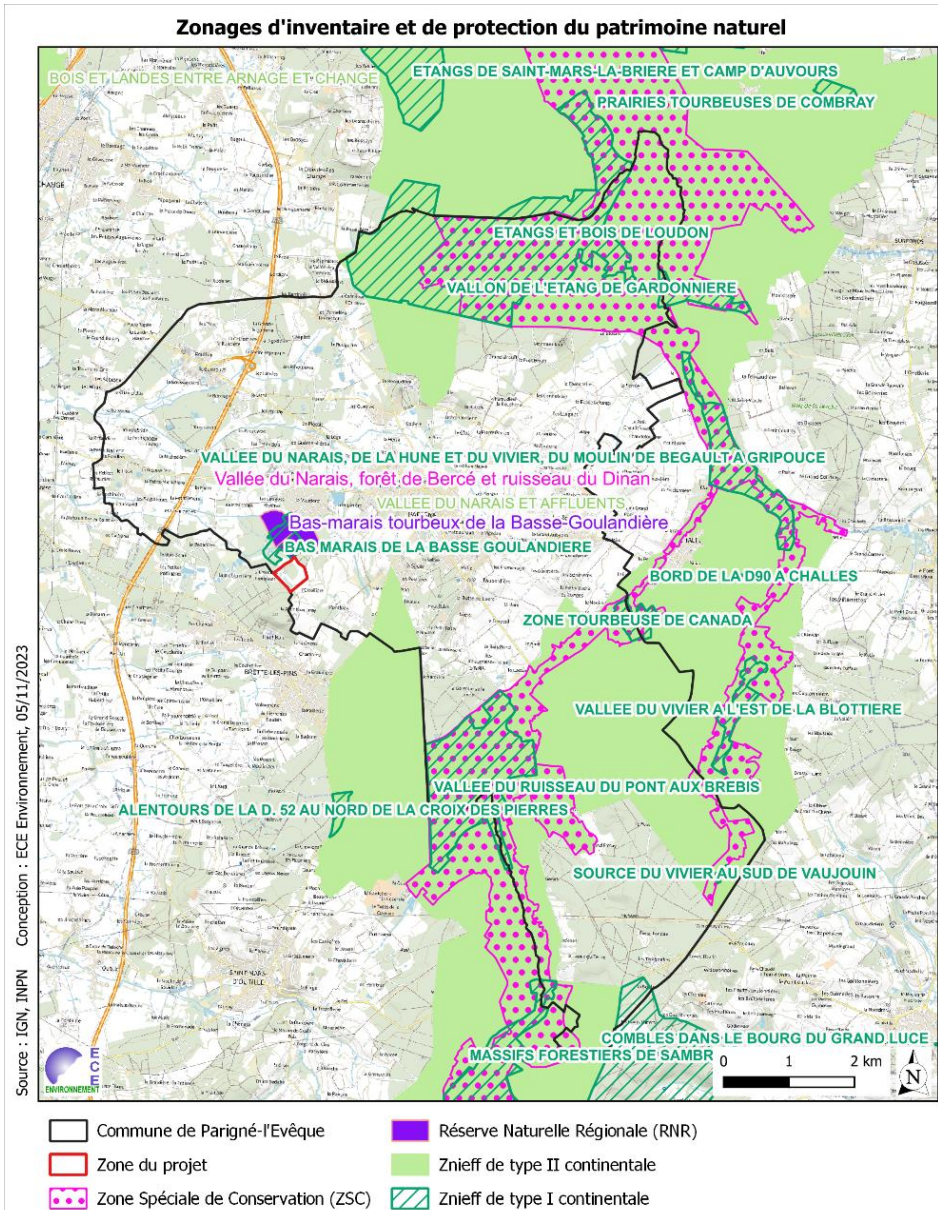
Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel

Le territoire communal est concerné par plusieurs zonages en lien avec la connaissance et la préservation du patrimoine naturel :

- La Réserve naturelle régionale « Bas-marais tourbeux de la Basse-Goulandière » située en limite immédiate du projet au nord, de l'autre côté du chemin rural n°70. Cet espace remarquable est également identifié dans le cadre d'une ZNIEFF de type 1 ;
- Le site Natura 2000 « Vallée du Narais, forêt de Bercé et Ruisseau du Dinan », situé au plus proche à environ 3,2 km de la zone du projet ;
- Plusieurs ZNIEFF de type I et la ZNIEFF de type II « Vallée du Narais et affluents ».

Le bas-marais tourbeux de la Basse-Goulandière (FR9300125), associée à la Znieff de type 1 du même nom, a été classé en Réserve Naturelle Régionale (RNR) en 2011. Il correspond à l'un des rares marais tourbeux préservé de la Sarthe, avec différents stades dynamiques représentés sur une surface globale de 38 hectares. Les enjeux sont surtout d'ordre floristique (7 plantes protégées) et entomologique (odonates).

La Zone spéciale de conservation (ZSC) désigné au titre du réseau Natura 2000 « Vallée du Narais, forêt de Bercé et Ruisseau du Dinan » (FR5200647) correspond à un ensemble regroupant les vallées de deux cours d'eau et une partie du massif forestier de Bercé. Il inclut également plusieurs étangs et zones humides enserrées dans des massifs forestiers privés et dans le camp militaire d'Auvours. Les enjeux concernent principalement la flore et les habitats aquatiques et palustres, ainsi que la composante âgée de la trame bocagère et forestière, favorable aux coléoptères saproxyliques (*Osmoderma eremita*, *Cerambyx cerdo* et *Lucanus cervus*).



• Trame Verte et Bleue et continuités écologiques

La Trame Verte et Bleue (TVB) est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... et assurer ainsi leur cycle de vie. La trame verte et bleue porte l'ambition d'inscrire la préservation de la biodiversité dans les décisions d'aménagement du territoire, contribuant à l'amélioration du cadre de vie et à l'attractivité résidentielle et touristique.

○ A l'échelle de la région des Pays de la Loire

Source : SRADDET Pays de la Loire

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des Pays de la Loire intègre l'ancien Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) adopté en 2015 et identifie les grandes continuités écologiques régionales.

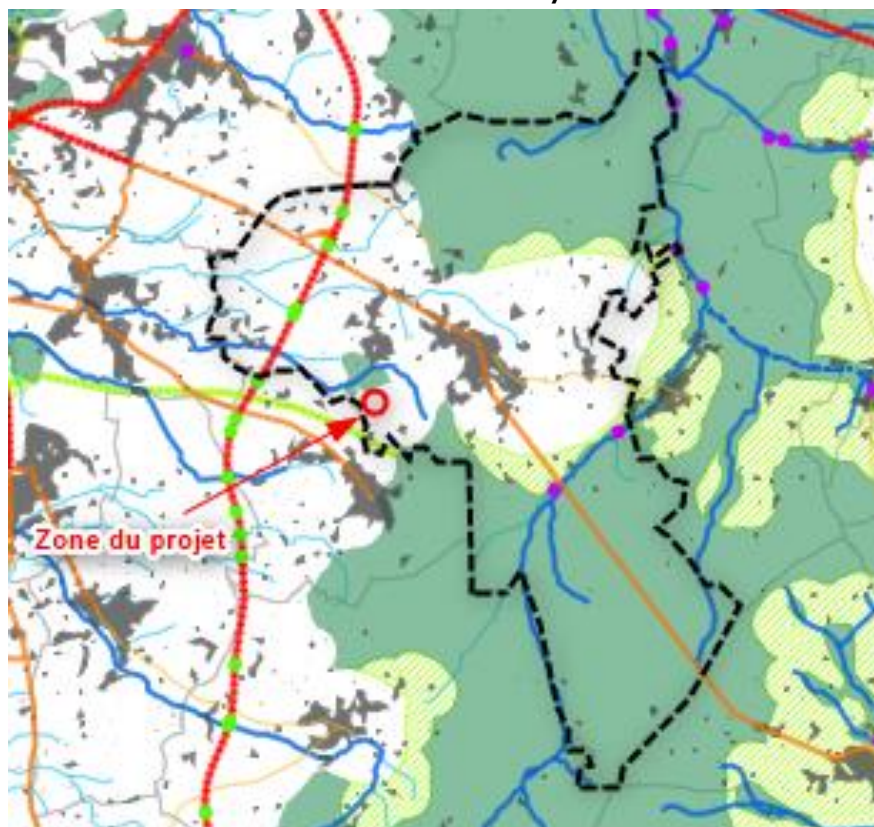
Le territoire communal est concerné par plusieurs continuités écologiques majeures correspondant globalement aux zonages d'inventaire et de protection du patrimoine naturel présentés ci-avant (réservoir de biodiversité et corridor écologique).

Parmi les éléments fragmentant :

- le réseau routier dense s'appuyant entre autres sur l'A28 et la RD304 (élément de fragmentation de niveau 1 et de niveau 2),
- plusieurs ouvrages susceptibles de constituer des obstacles à l'écoulement des eaux sur le réseau hydrographique.

La zone du projet se situe en dehors de continuités identifiées mais à proximité immédiate d'un réservoir correspondant au marais de la Basse-Gouladière (au Nord).

Extrait du SRCE des Pays de la Loire



○ A l'échelle du SCOT du Pays du Mans

Source : SCOT Pays du Mans

Le SCoT du Pays du Mans a été approuvé à l'unanimité le 29 janvier 2014. La Trame verte et bleue du territoire est définie dans son Document d'Orientations et d'Objectifs. Il identifie à l'échelle de Parigné-l'Évêque :

- Plusieurs réservoirs de biodiversité : le Narais, les boisements au sud et au nord du territoire ;
- Des noyaux complémentaires (boisements isolés, secteurs bocagers, plans d'eau ...) ;
- Des continuités écologiques en limite de territoire.

La zone du projet se situe à l'écart d'élément identifié mais à proximité d'un réservoir (marais de la Basse-Goulandière).

○ A l'échelle de la commune de Parigné l'Évêque

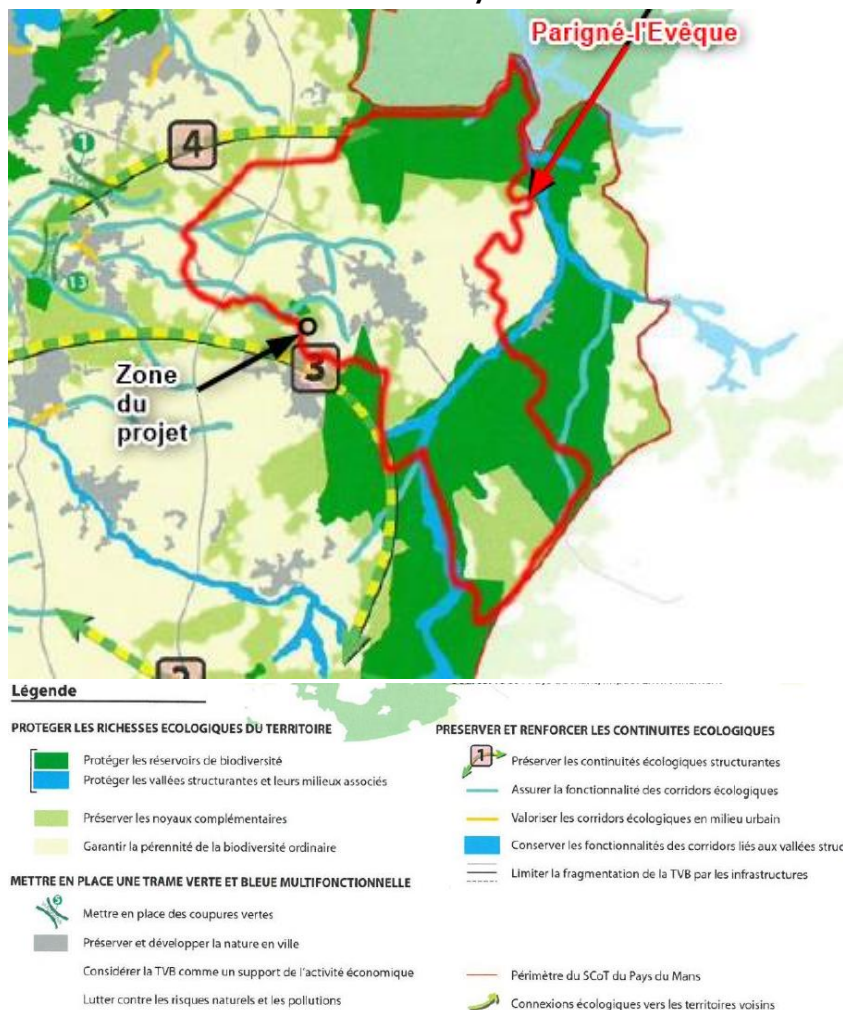
Source : rapport de présentation du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme révisé en 2017, traite de manière succincte de la TVB sur son territoire.

Le site du projet est situé en dehors des continuités écologiques représentées.



Extrait de la TVB du Pays du Mans



Habitats naturels, flore, faune et zones humides

Source : Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

Habitats naturels

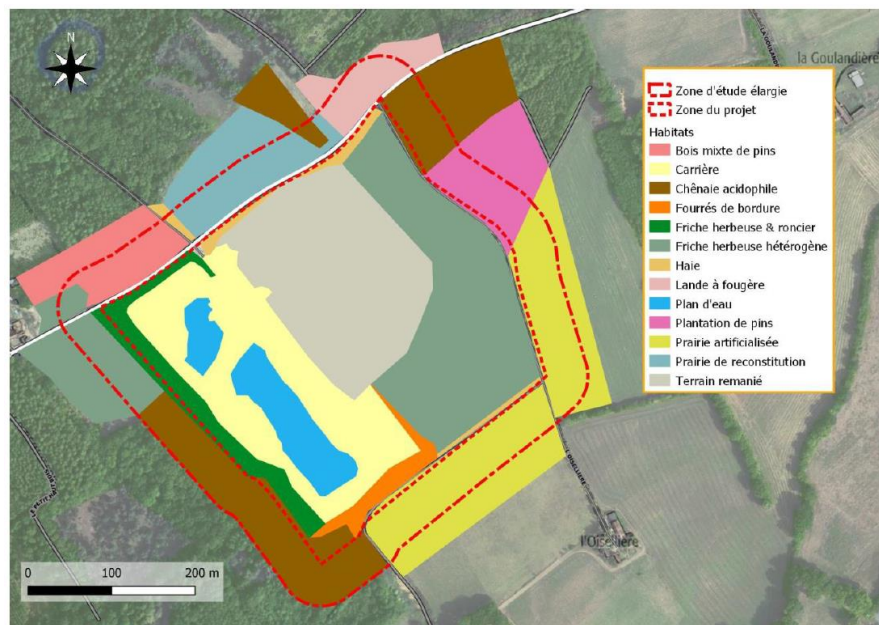
La cartographie de la page suivante identifie les principaux habitats naturels inventoriés au sein de la zone du projet.

Liste et statuts des habitats recensés sur le site

Aire	Unités cartographiques	Habitats	Code Corine	Code Eunis	Rareté Région	Znieff PdL	ZH
Zone du projet	Plan d'eau	Lagunes industrielles et canaux d'eau douce	89.2	J5.3	N		
	Typhaie (non cartographiée)	Typhaies (ponctuel)	53.13	C3.23	AC		h
	Chênaie acidophile	Chênaies aquitano-ligériennes sur sols lessivés ou acides	41.55	G1.85	C		p
	Plantation de pins	Plantations de conifères indigènes	83.311	G3.F1	C		
	Fourrés de bordure	Fruticées atlantiques des sols pauvres s	31.83	F3.13	C	X	
	Friche herbeuse & roncier	Friches pionnières des sols moyennement secs X Ronciers	87.2 X 31.831	E5.13 X F3.13	C		
	Friche herbeuse hétérogène	Friches graminéennes pionnières des sols moyennement secs	87.2	E5.13	C		
	Haie	Bordures de haies	84.2	FA	C		
	Carrière	Carrières de sable, d'argile et de kaolin	86.411	J1.4	N		
	Terrain remanié	Zones rudérales	87.2	E5.12	C		
Aire élargie	Bois mixte de pins	Chênaies sur sols lessivés X Plantations de conifères indigènes	41.55 X 83.311	G1.85 X G3.F1	C		
	Landes à fougères	Landes à Fougères	31.86	E5.3	C		p
	Prairie de reconstitution	Prairies à Agropyre et Rumex	37.24	E3.44	AC	X	h
	Prairie artificialisée	Prairies sèches améliorées	81.1	E2.61	C		p

Rareté Région (échelle experte) : C=Commun ; AC=Assez Commun ; PC=Peu Commun ; R=Rare ; N=Habitat artificiel.
Znieff PdL (2018) : X=Habitat déterminant en Pays de la Loire.
ZH (zone humide au sens de l'arrêté de 2008) : h=habitat humide ; p=humide pro parte.

Unités de végétation observées sur le site



Une quinzaine d'habitats élémentaires, dont dix dans les limites strictes du projet, a été identifiée sur le site, ce qui correspond à une diversité phytocénotique faible, avec une dominance de milieux rudéraux et anthropiques.

Deux habitats patrimoniaux, d'enjeu régional faible ont été identifiés du fait de leur classement en habitat déterminant de ZNIEFF.

Ils sont très peu représentés, et occupent des positions marginales par rapport au projet (fourrés de bordure sur les merlons d'exploitation et prairie de reconstitution sur l'aire élargie, en marge du projet).

Localisation des habitats d'intérêt patrimonial faible recensés sur le site



○ Flore

Sur les 222 espèces végétales recensées sur le site en 2021, le patrimoine floristique comprend 1 espèce rare et 4 espèces assez rares à l'échelle départementale, ainsi que 4 autres plantes peu communes dans la Sarthe ou indicatrices d'habitats sensibles, **mais aucune espèce protégée, menacée sur la liste rouge régionale ou classée déterminante pour les Znieff en Pays de la Loire.**

La répartition des espèces par grand groupe écologique montre que les espèces des friches et des stades post-cultureux constituent une part importante du peuplement végétal puisqu'elles représentent 40% des espèces recensées. Cette caractéristique du peuplement est liée à la

dominance des surfaces perturbées sur le site, au sein de la carrière et des terrains remaniés adjacents, où les plantes pionnières peuvent s'installer sur les sols dénudés. Les autres lots d'espèces, en revanche, sont représentés dans des proportions à peu près équivalentes, la part un peu plus élevée des espèces forestières étant liée à la prise en compte des habitats présents en périphérie du projet.

Espèces végétales patrimoniales recensées sur le site

Nom scientifique	Nom français	R72	Habitat caractéristique	Population observée
<i>Polycarpon tetraphyllum</i>	Polycarpon à quatre feuilles	R	Tonsure sableuse	1 pied
<i>Corrigiola littoralis</i>	Corrigiole des grèves	AR	Tonsure sableuse	50-100 pieds
<i>Plantago arenaria</i>	Plantain des sables	AR	Friche sableuse	20-50 pieds
<i>Polypogon monspeliensis</i>	Polypogon de Montpellier	AR	Friche humide	10-20 pieds
<i>Anisantha tectorum</i>	Brome des toits	AR	Tonsure sableuse	2-10 pieds
<i>Herniaria glabra</i>	Herniaire glabre	PC	Friche sableuse	20-50 pieds
<i>Crassula tillaea</i>	Crassule mousse	PC	Tonsure sableuse	~1 m ²
<i>Cuscuta epithymum</i>	Cuscute à petites fleurs	PC	Friche sableuse	~1 m ²
<i>Potamogeton crispus</i>	Potamot crépu	PC	Herbier aquatique	2-10 pieds

Légende du tableau VI :

Statut 72 : rareté pour le département de la Sarthe (cotation synthétique établie d'après Hunault & Moret (2008), Vallet et al. (2014), Dortel (2018) et l'atlas en ligne du cbnbp (<https://cbnbp.mnhn.fr/>)). R=Rare ; AR=Assez Rare ; PC=Peu Commun.

Intérêt patrimonial :	En rouge=fort	En bleu=moyen	En vert=faible
-----------------------	---------------	---------------	----------------

○ Faune

Mammifères

23 espèces de mammifères ont été notées sur le site, dont 12 espèces de chauves-souris, qui utilisent la zone d'étude comme terrain de chasse occasionnel ou comme lieux de passage.

Pour ce groupe faunistique, l'aire d'étude constitue principalement une zone de passage ou d'alimentation occasionnelle.

Oiseaux

Au total, 55 espèces d'oiseaux ont été recensées sur le site, ce qui correspond à un peuplement moyennement diversifié. 28 espèces nichent sur l'aire d'étude ou ses abords immédiats, et 18 ont été notées en période hivernale. Sur le plan patrimonial, les enjeux sont très limités. Pour la plupart, les espèces remarquables observées sur le site sont liées aux habitats périphériques, et utilisent la zone d'étude principalement comme lieu de passage ou d'alimentation.

Amphibiens et reptiles

L'herpétofaune recensée sur le site comprend 6 espèces, dont 5 amphibiens et 1 reptile, soit une diversité moyennement élevée. La majeure partie du peuplement est liée aux plans d'eau issus des activités d'extraction, qui constituent le seul habitat aquatique présent sur le site. L'intérêt du site pour les reptiles est beaucoup plus restreint, avec une population de Lézard des murailles de faible effectif principalement cantonnée sur les marges boisées ou semi-ouvertes de l'aire d'étude.

Insectes

Une soixantaine d'espèces d'insectes a été recensée sur le site, ce qui correspond à une diversité entomologique faible à modérée. Pour la plupart, les espèces observées sont liées aux milieux de contacts, présents en périphérie du site (lisières boisées et fourrés). Sur le plan patrimonial, les enjeux restent très limités et concernent principalement un coléoptère et un hyménoptère assez rares à l'échelle régionale, inféodés aux sables bruts issus de l'exploitation.

○ Synthèse des sensibilités écologiques

Pour l'ensemble du site, les prospections de terrain ont permis de recenser 222 espèces végétales et 147 espèces animales, soit une diversité biologique globale faible à moyenne, compte tenu de la surface prospectée (~20 ha). Pour rendre plus lisibles ces résultats, une appréciation qualitative de la diversité et de l'intérêt patrimonial des différents groupes est présentée

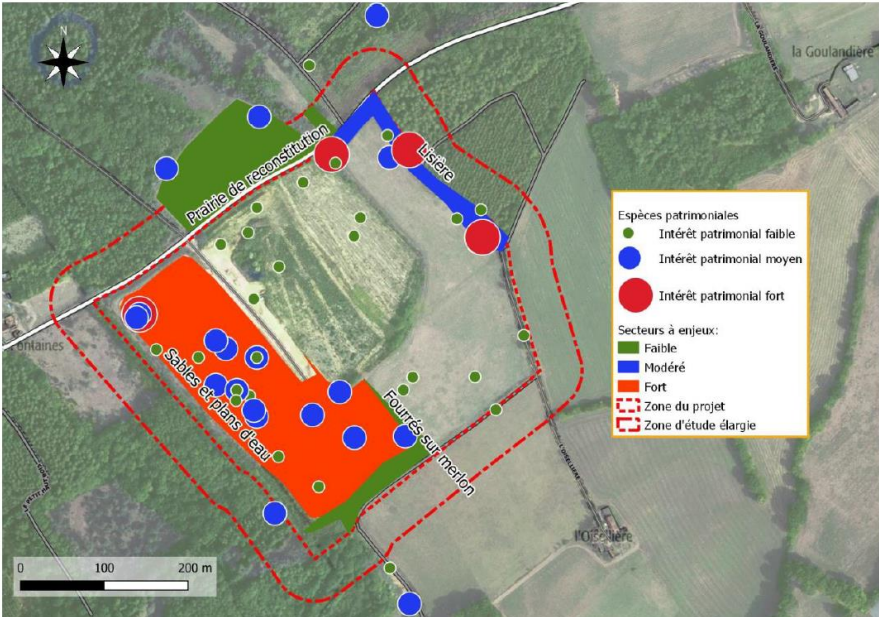
tableau suivant.

Appréciation qualitative de la biodiversité du site

Groupe taxonomique	Nombre d'espèces (habitats) recensées	Diversité	Intérêt patrimonial			Appréciation globale	Enjeu global
			Fort à très fort	Moyen à fort	Faible à moyen		
Habitats	14	Faible	0	0	2	Large dominance des habitats anthropiques. Enjeux faibles, liés à des habitats périphériques.	Très Faible
Flore	222	Moyenne	1	4	4	Diversité floristique liée principalement aux stades herbacés très ouverts. Patrimoine en grande partie lié aux stades pionniers sur sols minéraux bruts.	Modéré
Mammifères	23	Moyenne à forte	3	5	5	Présence de 12 espèces de chiroptères, utilisant le site comme terrain de chasse +/- occasionnel. Pas d'enjeu significatif pour ce groupe faunistique.	Très Faible
Oiseaux	55	Moyenne	0	5	12	Peuplement en partie lié aux milieux périphériques. Enjeux très limités compte tenu des habitats dominants, très ouverts et anthropisés.	Très Faible
Herpétofaune	6	Moyenne	0	2	4	Diversité et enjeu centrés sur les plans d'eau issus de l'exploitation.	Faible
Entomofaune	63	Faible à modéré	2	2	3	Diversité faible à modérée, en partie liée aux habitats de contacts. Enjeux ponctuels sur les sables bruts issus de l'exploitation	Faible

Enjeu : Très faible Faible Modéré Fort Très fort

Synthèse sur la sensibilité écologique du site



○ Zones humides

Une analyse des zones humides, au sens de l'arrêté du 24 juin 2008, a été effectuée sur le site en conjuguant les approches pédologiques et floristiques.

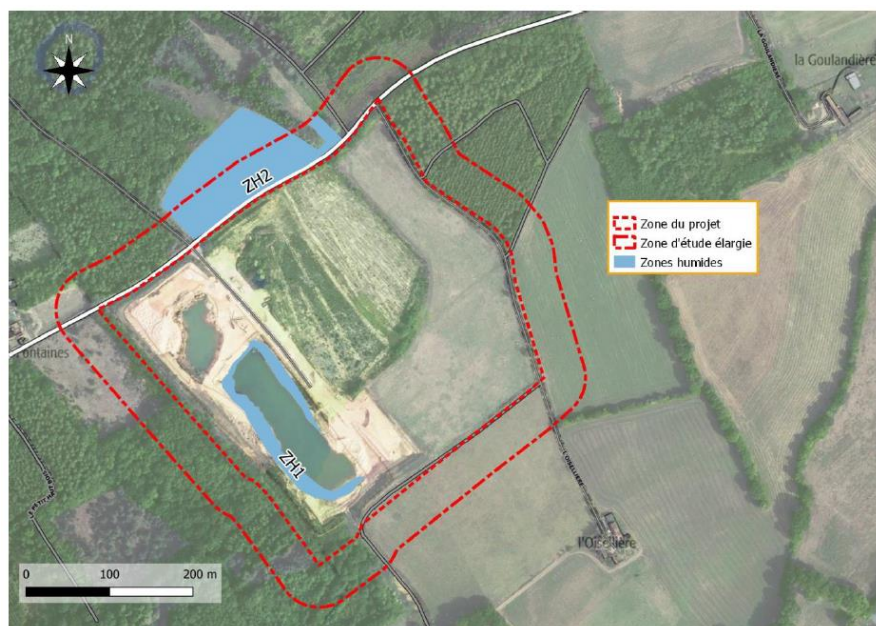
Deux zones humides réglementaires ont été identifiées :

- Les abords immédiats du grand plan d'eau (ZH1), le long des rives dont la topographie reste peu élevée. La délimitation précise de cette zone humide peut varier en fonction du niveau du plan d'eau, du profil des berges et des terrassements effectués dans le cadre de l'activité de la carrière. Il s'agit donc d'une zone humide générée par l'exploitation qui, en l'état actuel, représente une surface d'environ **4600 m²**, mais dont les fonctions (épuration, interception des matières en suspension, régulation des nutriments...) paraissent

négligeables ;

- La prairie en reconstitution (ZH2) dans la partie attenante au site, de l'autre côté de la route de la Croix des Fontaines, délimitée à partir du critère habitat. Cette zone humide représente une surface d'environ 1,5 hectare, mais n'est pas directement concernée par le projet.

Zones humides identifiées



- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs au patrimoine naturel

Thématiques	Éléments de synthèse
Zonage du patrimoine naturel	La présence d'un nombre important de zonages sur le territoire communal en lien avec les massifs forestiers et le réseau hydrographique. Présence en périphérie immédiate de la Réserve naturelle régionale « Bas-marais tourbeux de la Basse-Goulandière.
Trame Verte et Bleue	Le site n'est pas concerné par des réservoirs ou corridors identifiés aux TVB du SRCE et du SCoT. Il se situe en revanche à proximité immédiate du réservoir correspondant au marais de la Basse-Goulandière.
Habitats naturels, faune et flore	Des habitats naturels influencés par l'activité d'exploitation (absence d'habitat d'intérêt communautaire mais deux habitats déterminants de ZNIEFF). Un cortège floristique comprenant quelques espèces d'intérêt toutefois non protégées en France ou en Europe. Pour la faune, le site constitue surtout une zone de passage, d'alimentation ou de repos pour des espèces localisées en périphérie de l'aire d'étude, avec toutefois un rôle non négligeable des plans d'eau issus de l'exploitation pour les amphibiens.
Zones humides	Deux zones humides identifiées, dont 4600 m ² localisés dans l'emprise du projet, en périphérie de l'un des plans d'eau créé dans le cadre de l'exploitation

4- Ressources

• Ressource en eau

Source : SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Sarthe Aval, rapport annuel du délégataire

○ Planification de la préservation de l'eau et des milieux aquatiques

La commune est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027.

Son territoire se répartit par ailleurs entre les bassins versants de la Sarthe et de l'Huisne. Il est à ce titre concerné par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) approuvés sur ces deux bassins. La sablière de l'Oiselière est quant à elle entièrement intégrée dans le SAGE de la Sarthe aval.

Ce document constitue un document de référence concernant la gestion des eaux et définit les grandes orientations, les objectifs et les dispositions relatives aux problématiques de l'eau. Le SAGE a été validé par arrêté interpréfectoral du 10 juillet 2020.

Le SAGE Sarthe Aval s'articule autour de 4 grands objectifs et 26 dispositions :

• Objectif n°1 : gouverner le SAGE

- Disposition n°1 : Pérenniser la structure porteuse du SAGE
- Disposition n°2 : impliquer les structures compétentes en alimentation en eau potable dans le cadre de l'application et de la révision du SAGE
- Disposition n°3 : Accompagner les maîtres d'ouvrage dans la structuration des différentes compétences liées à l'eau
- Disposition n°4 : Améliorer la connaissance des secteurs à risque érosif

• Objectif n°2 : Améliorer l'hydrologie et la morphologie des cours d'eau et préserver les milieux aquatiques

- Disposition n°5 : Hiérarchiser les zones de têtes de bassin versant et définir les secteurs prioritaires pour expérimenter leur restauration

et leur gestion

- Disposition n°6 : compléter l'inventaire des cours d'eau
- Disposition n°7 : Entretenir les cours d'eau
- Disposition n°8 : Réaliser un état des lieux des ouvrages sur les affluents de la Sarthe
- Disposition n°9 : améliorer la continuité écologique
- Disposition n°10 : mieux gérer certains ouvrages hydrauliques pour améliorer la continuité écologique
- Disposition n°11 : éviter la présence d'essences forestières inadaptées sur les berges
- Disposition n°12 : finaliser l'inventaire des zones humides et les protéger dans les documents d'urbanisme

• Objectif n°3 : mieux aménager le territoire (gestion préventive et curative des événements naturels et anthropiques)

- Disposition n°13 : inventorier et protéger les zones d'expansion de crues
- Disposition n°14 : créer ou restaurer des zones d'expansion des crues en bordure de cours d'eau
- Disposition n°15 : inventorier et protéger les haies et les talus stratégiques dans les documents d'urbanisme
- Disposition n°16 : limiter le ruissellement en développant des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales
- Disposition n°17 : élaborer des schémas directeurs de gestion des eaux pluviales
- Disposition n°18 : traiter les eaux pluviales au niveau qualitatif
- Disposition n°19 : traiter les eaux pluviales des grandes infrastructures routières existantes

• Objectif n°4 : mieux gérer les usages via une gestion qualitative et quantitative

- Disposition n°20 : limiter le volume annuel maximum prélevable par

secteur

- Disposition n°21 : répartir les volumes prélevables par usage et accompagner l'application des volumes maximum par secteur
- Disposition n°22 : harmoniser les seuils et les mesures de gestion des arrêtés cadres sur les trois départements du territoire du SAGE
- Disposition n°23 : mettre en adéquation la capacité d'accueil et de développement du territoire avec le potentiel de production d'eau potable
- Disposition n°24 : Harmoniser les arrêtés préfectoraux à l'usage des produits phytosanitaires
- Disposition n°25 : consolider l'inventaire et caractériser les plans d'eau
- Disposition n°26 : récupérer les eaux de pluie

○ Caractérisation des masses d'eaux

Le site de l'Oiselière est concerné par la masse d'eau souterraine FRGG090 « Craie du Séno-Turonien unité du Loir » dont les objectifs de qualité figurant au SDAGE sont les suivants :

- Objectifs d'état quantitatif : Bon état pour 2015,
- Objectifs d'état chimique : Bon état pour 2027,
- Objectifs d'état global : Bon état pour 2027.

Il est également concerné par la masse d'eau superficielle FRGR0482 « Le Roule-Crotte et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Sarthe » pour lequel le SAGE fixe un bon état écologique pour 2027. Il est à noter que la carrière est située à environ 300 mètres du cours d'eau du Roule-Crotte, qui alimente notamment la tourbière de la Basse Goulantière, classée en Réserve Naturelle Régionale.

La masse d'eau " Le Roule-Crotte et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Sarthe " n'est pas identifiée par le SDAGE, en application de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement, comme jouant le rôle de réservoir biologique (nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état

écologique des cours d'eau d'un bassin versant).

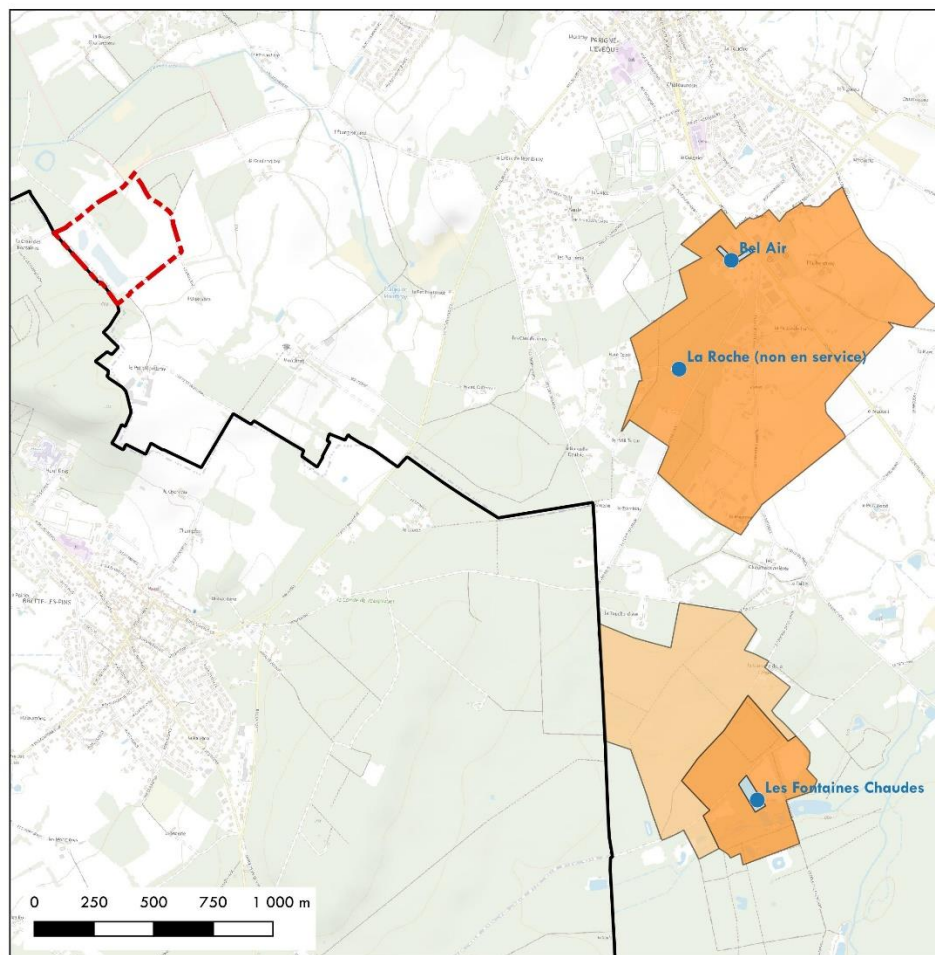
○ Alimentation en eau potable

Pour l'alimentation en eau potable, la commune de Parigné l'Evêque est membre du SIAEP du Jalais mais également du Syndicat Inter-collectivités Des Eaux de la Région Mancelle (SIDERM) pour une partie de ses habitants. Sur la commune de Parigné-l'Évêque, sont recensés deux captages AEP en service. Il s'agit des captages suivants :

- les forages de Bel-Air et de la Roche situés à environ 1,9 km à l'Est de la sablière de l'Oiselière. Il puise l'eau dans la nappe captive des sables du Cénomanien à 130 m de profondeur. La DUP date du 17 octobre 2017 (AP n°07-5303) ;
- le forage des Fontaines Chaudes à 2,3 km au Sud-Est du site. Il puise l'eau à 30 m de profondeur dans la nappe des tuffeaux du Turonien. La DUP date également du 17 octobre 2017 (AP n°07-5304).

Le site de l'Oiselière n'est pas situé dans les périmètres de protection de ces captages d'alimentation en eau potable.

D'après les données disponibles, l'eau distribuée sur la commune de Parigné l'Evêque est considérée comme de très bonne qualité.



Captages destinés à l'alimentation en eau potable

- Périmètre du site de l'Oiselière
- Localisation du captage AEP
- Périmètre de protection immédiat
- Périmètre de protection rapproché
- Périmètre de protection éloigné

• Ressources minérales

Source : schéma régional des carrières

A l'échelle régionale, la région Pays de la Loire s'est dotée d'un Schéma Régional des Carrières (SRC) approuvé par arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 dont l'objectif est d'inscrire l'approvisionnement en matériaux dans une logique de développement durable.

Il s'articule autour de 9 orientations majeures :

- **Orientation n°1** : mettre en place une information locale
- **Orientation n°2** : prendre en compte l'environnement et préserver la ressource en eau, la biodiversité et les paysages
- **Orientation n°3** : prendre en compte les usages agricoles et forestiers
- **Orientation n°4** : mettre en place une gestion rationnelle et économe de la ressource
- **Orientation n°5** : préserver l'accès aux gisements
- **Orientation n°6** : diversifier les modes de transport des matériaux de carrières
- **Orientation n°7** : proposer des objectifs adaptés de remise en état des sites d'exploitation
- **Orientation n°8** : proposer une gestion territorialisée de la ressource
- **Orientation n°9** : assurer un suivi et une mise à jour des scénarios et de l'état des zones d'emploi

Le SRC identifie la sablière de l'Oiselière à Parigné l'Evêque (carrière de roches meubles). La carrière est située hors zone de gisement d'intérêt national ou régional.

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs aux ressources

Thématiques	Eléments de synthèse
Ressource en eau	Le site de l'Oiselière est situé dans le bassin de la Sarthe, couvert par le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Sarthe Aval. L'eau potable sur le territoire communal est de très bonne qualité et le site de l'Oiselière est localisé hors de tout périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable.
Ressources minérales	La sablière de l'Oiselière et son potentiel d'exploitation sont identifiés dans le schéma régional des carrières des Pays de la Loire.

5- Risques

- **Risques naturels**

Source : Géorisques, Atlas départemental des risques majeurs de la Sarthe, rapport de présentation PLU

- Risque d'inondation

La commune de Parigné l'Évêque est concernée par l'Atlas des Zones Inondables (AZI) du Roule-Crottes. Cette AZI regroupe les communes d'Arnage, Brette les Pins, Changé, Le Mans, Mulsanne, Parigné l'Évêque, Ruaudin et Téloché.

Cet atlas identifie 7 maisons isolées et/ou moulins menacés par les inondations du Roule-Crottes et une maison isolée touchée par les débordements du ruisseau de la Vaudère. Il n'impacte pas le périmètre de la sablière de l'Oiselière pour lequel une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploitation a été déposée.

- Risque de mouvement de terrain

Sur la commune, le risque de mouvements de terrain est de deux natures :

- Un risque d'effondrements majoritairement localisé au lieu-dit « Les Boutinières ». Aucune cavité et aucun risque majeur d'effondrement n'est identifié au droit du site;
- Un risque de mouvements de terrain lié au retrait-gonflement des argiles, globalement faible à moyen sur le territoire communal. La carrière de l'Oiselière est située en zone d'aléa moyen.

- Risque sismique

La commune de Parigné-l'Évêque est localisée au sein d'une zone d'aléa sismique très faible (zone de sismicité 1).

- Risque de feux de forêt

Plus de 44 % du territoire communal de Parigné l'Évêque est recouvert d'espaces boisés, majoritairement composés de futaie de conifères. C'est pourquoi la commune est concernée par ce risque.

- **Risques technologiques et industriels**

Source : Géorisques, Dossier départemental des risques majeurs, rapport de présentation du PLU

Sur la commune de Parigné-l'Évêque, les risques technologiques et industriels sont liés à :

- Un risque de pollution des sols lié à des activités industrielles ou de services existantes ou passées (sites BASIAS) : plusieurs sites sont ainsi identifiés sur la commune, notamment le long de la RD304. La carrière de l'Oiselière n'est pas identifiée comme site à risque ;
- Un risque de transport de matières dangereuses :
 - Par voie routière, notamment sur l'A28, RD 304 et la RD32,
 - Par l'oléoduc Donges Melun Metz ;
- Un risque minier directement lié à l'existence de carrières sur le territoire. Le risque reste faible durant la phase d'exploitation mais peut exister lors de sa cessation (effondrement, pollution de l'eau,

émission de gaz, etc.).

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs aux risques naturels et technologiques

Thématiques	Eléments de synthèse
Risques naturels	Des risques naturels (inondation, mouvements de terrain, séisme, feux de forêt) n'impactant pas ou peu le site du projet.
Risques technologiques et industriels	Des risques potentiels notamment liés à la présence de la carrière (pollution des sols, minier) mais sans incidence avérée à ce jour.

6- Santé publique

- **Assainissement**

Source : services.eaufrance.fr, Rapport annuel du délégataire 2020

La compétence « assainissement collectif » est exercée par la commune de Parigné l'Evêque, qui a confié à l'entreprise S.T.G.S l'exploitation du service. La compétence « assainissement non collectif » est exercée par la Communauté de communes du Sud-Est Manceau.

Le territoire communal dispose d'un réseau d'assainissement collectif desservant le bourg et d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) d'une capacité nominale de 3500 Equivalent Habitant (EH). Sous-dimensionnée, cette station va être remplacée à court terme (travaux en cours) par une station plus performante avec une capacité nominale de traitement portée à 5000 EH.

La sablière de l'Oiselière n'est pas desservie par le réseau d'assainissement collectif. Les locaux liés à l'activité (sanitaires) sont équipés d'un assainissement de type autonome conforme à la réglementation en vigueur.

- **Qualité de l'air**

Source : airpdl, étude d'impact sablière

La qualité générale de l'air sur la commune peut être évaluée à partir des données de la station la plus proche localisée au Mans. Les données historiques montrent une qualité de l'air globalement moyenne avec une qualité dégradée à mauvaise de manière ponctuelle notamment au printemps et en été.

Les activités exercées sur le site de l'Oiselière peuvent être sources d'émissions susceptibles d'altérer la qualité de l'air à l'échelle locale. Il peut s'agir :

- d'émissions gazeuses directement liées aux véhicules et engins nécessaires aux activités,
- d'émissions de poussières.

Ces émissions peuvent avoir des effets négatifs sur la santé des personnes travaillant sur le site, l'augmentation temporaire de la teneur de matières de suspension des eaux de ruissellement, le dépôt sur la végétation proche et la gêne pour les riverains.

Les poussières peuvent ainsi impacter les habitations les plus proches et placées sous les vents dominants.

Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur (article 3.3.2), la société PGCIDF a mis en place un plan de surveillance de ses émissions de poussières par l'intermédiaire de plaquettes implantées de façon semestrielle (en période estivale et en période hivernale) durant un mois. Les concentrations observées sont très faibles ; elles sont comprises entre 4,5 et 23,6 mg.m-2.jour-1. Ces données sont largement inférieures au seuil de 1 000 mg.m-2.jour-1 en limite de site.

Le contrôle des émissions de poussières continuera d'être réalisé, chaque semestre, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de la carrière du 29 juillet 2009.

- **Nuisances sonores**

Source : Préfecture du Maine-et-Loire, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

L'environnement sonore du territoire est particulièrement impacté par l'existence d'axes routiers structurants faisant l'objet d'un classement sonore dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016.

La commune est traversée par :

- l'autoroute A28, voie de communication de catégorie 2 concernée par une zone affectée par le bruit d'une largeur de 250 mètres de part et d'autre de la chaussée ;
- la RD304, voie de communication de catégorie 3 concernée par une zone affectée par le bruit d'une largeur de 100 mètres de part et d'autre de la chaussée.

Il est rappelé qu'à l'intérieur des zones de nuisances sonores délimitées, certaines mesures d'isolation acoustique doivent être respectées pour limiter les incidences du bruit pour la population.

Ces zones n'affectent pas le site de la carrière.

L'activité de la carrière est elle-même source de bruit notamment pour les habitations les plus proches (extraction des matériaux, traitement de criblage-lavage, circulation des engins et des camions, fonctionnement des groupes électrogènes).

Une habitation se situe à 200 m environ de la limite de site (l'Oiselière).

Les résultats issus de la campagne de mesures réalisées en 2021 montre une conformité avec la réglementation en vigueur :

- Niveaux de bruit en limite de la zone autorisée : les niveaux sonores mesurés en limite Est et limite Ouest respectent la valeur limite de 70 dB(A) définie par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 ;
- Emergences sonores : d'après le même arrêté préfectoral et compte tenu des niveaux de bruit ambiant, les émergences maximales

admissibles sont de 5 dB(A) pour les deux lieux-dits. Elles sont respectées pour les deux stations de mesures ;

- Tonalités marquées : l'approche fréquentielle se traduit par la recherche des tonalités marquées. Les mesures réalisées aux lieux-dits :
 - à l'Oiselière, elles révèlent des dépassements de tonalité sur les bandes de tiers d'octave de 500 et 630 Hz,
 - à la Croix des Fontaines, elles révèlent des dépassements de tonalité sur la bande de tiers d'octave de 2,0 kHz,
 - au regard de l'arrêté du 23 janvier 1997, la durée d'apparition est inférieure à 30 % de la durée de la mesure en période de fonctionnement du site pour les 2 stations étudiées.

Par ailleurs, la nature du matériau exploité (sable) ne justifie pas l'usage de tirs de mines pouvant être sources de bruit et vibrations.

- **Pollution lumineuse**

Les émissions lumineuses nocturnes sont principalement concentrées au niveau des zones urbanisées du territoire (bourg de Parigné l'Evêque et zones d'activités). Elles peuvent également être liées à la circulation automobile sur les principaux axes routiers.

Au niveau de l'Oiselière, le fonctionnement diurne (7h30-12h et 13h-17h les jours ouvrés) permet de limiter la nécessité du recours à des dispositifs d'éclairage sur le site. La pollution lumineuse est donc essentiellement liée aux systèmes d'éclairage des engins présents sur le site.

- **Gestion des déchets**

Source : CC Sud-Est Manceau, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

La compétence « collecte et traitement des déchets ménagers et déchets

assimilés » appartient à la Communauté de communes du Sud-Est Manceau. Sur le territoire, le ramassage est organisé en porte à porte toutes les semaines pour les ordures ménagères et tous les 15 jours pour la collecte sélective.

Les activités exercées sur le site de l'Oiselière peuvent également être productrices de déchets en lien avec les activités (métaux, bois, plastique, etc.). Un plan de gestion des déchets est en vigueur sur la carrière. Il n'y a pas de stockage de déchets dangereux sur site.

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs à la santé publique

Thématiques	Éléments de synthèse
Assainissement	Les installations existantes sur le site de l'Oiselière ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif desservant la commune. Un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur existe pour les locaux (WC, douches).
Qualité de l'air	Les activités présentes sur le site influent sur la qualité de l'air par les émissions gazeuses émanant des véhicules mais aussi par l'émission de poussières. Ces émissions restent cependant faibles et conformes à la réglementation.
Nuisances sonores	Le site de l'Oiselière s'insère dans un environnement calme. Les activités exercées sont également sources de bruit, dans des proportions respectant toutefois la réglementation en vigueur. Elles n'émettent en revanche pas de vibration.
Pollution lumineuse	La pollution lumineuse est principalement concentrée aux espaces urbanisés et secteurs d'activités de la commune.

	Les activités produisent une pollution lumineuse très limitée en raison du fonctionnement diurne des activités.
Gestion des déchets	Les activités produisent des déchets pour l'essentiel inertes et non dangereux géré dans le cadre d'un plan de gestion des déchets.

7- Energie et changement climatique

- **Consommation et production énergétique**

Source : PCAET Pays du Mans, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

Les données issues du PCAET du Pays du Mans montrent qu'en 2016, la consommation d'énergie représentait 7385GWh (25,16 MWh par habitant), les secteurs du transport routier et résidentiel pesant le plus sur la facture énergétique du territoire.

Composé à plus de 70% d'énergies fossiles, le mix énergétique territorial est fortement carboné et dépendant des pays producteurs de pétrole.

En comparaison, l'énergie produite sur le territoire du Pays a représenté 440Gwh dont 381GWh issus d'énergies renouvelables (soit 6% de la consommation finale).

L'objectif défini par le PCAET vise une réduction de la consommation d'énergies de 30% à échéance 2030 et de 50% à échéance 2050.

Sur la Communauté de communes Sud-Est Manceau, la consommation par habitant est de 23,65MWh/habitant.

Sur le site de l'Oiselière, les besoins actuels en énergie sont liés :

- au fonctionnement du site (chauffage et éclairage du bureau) : l'énergie électrique nécessaire initialement fournie par un groupe électrogène est désormais issue du réseau collectif,
- au fonctionnement des engins présents sur le site (pelle, chargeur, groupe mobile) : ils fonctionnent au gasoil non routier.

- aux camions de transport de matériaux : ils fonctionnent au gazole.

- **Emission de gaz à effet de serre**

Source : PCAET Pays du Mans, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

Le PCAET Pays du Mans établit que les émissions de gaz à effet de serre représentent 5,59Teq CO₂/habitant en 2016 sur son territoire. Les émissions ont baissé depuis 2008.

Les deux secteurs les plus émetteurs sont le transport routier et l'agriculture. L'objectif du PCAET est de réduire 73% les émissions de GES à l'horizon 2050.

L'existence de l'exploitation sur le site de l'Oiselière génère d'ores et déjà la production de gaz à effets de serre du fait :

- de l'activité de la sablière (gaz d'échappement des engins à moteur thermique utilisés dans le cadre de l'activité),
- du transport de fret (camions de transports de matériaux). Il est à noter que l'existence de la sablière, assurant un approvisionnement de proximité, permet d'éviter le transport de matériaux d'origine plus lointaine et limite ainsi l'impact carbone de ces matériaux.

Il est à noter que, dans le cadre de la poursuite de son activité, l'exploitant programme un recours accru au réseau électrique (remplacement du dumper par des bandes transporteuses) permettant de modérer le recours aux ressources fossiles davantage productrices d'émissions de gaz à effet de serre.

- **A retenir**

Synthèse des éléments relatifs à la santé publique

Thématiques	Eléments de synthèse
Consommation d'énergies	L'exploitation de la carrière de l'Oiselière induit une consommation d'énergie électrique et d'hydrocarbures.

Emissions de gaz à effet de serre	Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'exploitation de la carrière sont principalement issues du transport routier des matériaux issus de l'exploitation.
-----------------------------------	--

8- Milieu humain et activités humaines

- **Population et logements**

Source : INSEE

En 2020, la commune recensait 5320 habitants, une population en croissance forte (+1,5% par an entre 2014 et 2020) liée au contexte périurbain dans lequel s'inscrit le territoire communal, à

La population et le parc communal de logements (2070 résidences principales en 2020) sont principalement concentrés dans le bourg de Parigné l'Evêque et quelques entités bâties disséminées sur le territoire (la Vaudère, les Boutinières).

Le tableau ci-dessous précise la distance par rapport aux hameaux et lieux-dits les plus proches du site de la carrière. Leur population est potentiellement la plus impactée par l'activité de la carrière (bruit, émissions de poussières, etc.)

Hameau/Lieu-dit	Nombre de logements existants	Distance de l'habitation la plus proche de la carrière
L'Oiselière	1	190 m
La Croix des Fontaines	2	100 m
La Goulantière	1	420 m
Le Petit Montbray	2	660 m
Montbray	2	720 m

- **Activités économiques**

Source : INSEE, PLU Parigné l'Evêque, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023)

Le bassin d'emploi communal (1533 emplois en 2020) est relativement important au regard de la population active résidant sur le territoire (2223 actifs en 2020). Cela tient notamment à la présence d'un tissu artisanal, commercial et industriel important.

La carrière est elle-même productrice d'emplois pour le bassin d'emploi communal. Il s'agit :

- d'emplois directs (2 salariés sur site)
- d'emplois indirects (environ 10 emplois dans le cadre des secteurs de la construction (BTP), du commerce de gros de matériels et équipements, services aux entreprises, transports, etc.)

- **Activités agricoles**

Source : recensement agricole 2020, RPG 2021

Selon les données du recensement agricole 2020, la commune de Parigné l'Evêque recense 17 exploitations agricoles. Elles sont pour l'essentiel tournées vers la polyculture-élevage.

Le territoire communal n'est concerné par aucune appellation d'origine contrôlée (AOC).

Le site est occupé, pour les 2/3, par l'activité d'extraction et, pour un tiers (4,5 ha), par des surfaces, qui bien que non identifiées comme ayant une vocation agricole dans le cadre du registre parcellaire graphique 2021, présente un potentiel de valorisation par l'activité agricole.

- **Déplacements et mobilités**

Source : INSEE, Porter à connaissance du renouvellement de l'autorisation environnementale (CBTP, juillet 2023), CD72

La population communale reste fortement dépendante de l'automobile. Cela tient :

- à une dépendance vis-à-vis des pôles d'emploi proches (80% des actifs résidant sur la commune travaillent à l'extérieur du territoire communal),
- à l'existence d'un réseau routier dense et hiérarchisé permettant de relier facilement les pôles d'emploi, de commerces et services les plus proches et notamment l'agglomération mancelle (A28, RD304, RD52, RD250, RD90, RD145)
- à un usage encore modéré de l'usage des transports collectifs (1 lignes Aléop desservant le territoire mais seulement 2,1% des déplacements domicile-travail),
- à la structure dispersée de l'urbanisation sur le territoire scindée entre le bourg et d'importantes entités bâties dans la zone rurale, induisant une utilisation plus systématique de la voiture individuelle.

La desserte de la carrière de l'Oiselière s'organise de la façon suivante : l'accès à la carrière se fait par la RD n°250 à partir du carrefour giratoire de la ZAC du Ruisseau (RD n°304) en direction de Ruaudin, la rue de la Herpinière (VC n°413) puis le CR n°70 desservant la carrière.

Les camions repartent ensuite en direction de Brette-les-Pins puis reprennent la RD n°142 vers Ruaudin conformément à l'itinéraire défini dans l'arrêté préfectoral

Synthèse des enjeux environnementaux du site

Le tableau ci-dessous récapitule les grands enseignements issus de l'état initial de l'environnement, et met en avant les enjeux relatifs à ces enseignements selon le code couleur précisé.

Code couleur des enjeux

Nul	Faible	Modéré	Fort
-----	--------	--------	------

Tableau de synthèse des enjeux environnementaux

Thématique	Sous-thématique	Ce qu'il faut retenir concernant le site du projet	Enjeux
Socle territorial	Climat	La commune est concernée par un climat océanique.	
	Relief et réseau hydrographique	Le site s'inscrit à l'articulation du coteau et du vallon du Roule Crotte, à l'écart du réseau hydrographique. Il est marqué par l'activité de la carrière qui dessine une entaille.	La poursuite de l'activité sans remise en cause de la perception du relief
	Géologie	Le sous-sol de la commune est dominé par des sables de Maine du Cénomanien, que la carrière de l'Oiselière exploite.	L'exploitation du potentiel de ressources du sous-sol liées au contexte géologique.
	Occupation des sols	Le site a connu d'importantes évolutions de son occupation des sols depuis 2009, date de l'autorisation d'exploitation de la carrière de l'Oiselière. Le site est aujourd'hui occupé pour moitié par la carrière et ses installations, et pour moitié par des surfaces à caractère rural (terrains remaniés et friches herbeuses).	La modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Paysages et patrimoine	Paysages	Un site implanté au cœur d'une entité paysagère caractérisée par d'importantes surfaces boisées et un maillage bocager important. Une sensibilité paysagère limitée du fait de la présence d'éléments végétalisés (boisement, haies) contribuant à limiter les vues sur le site d'exploitation autorisé.	Le maintien des éléments végétaux permettant de limiter l'étendue du bassin de visibilité sur la carrière et ses installations
	Patrimoine	Un éloignement vis-à-vis des sites patrimoniaux les plus remarquables du territoire communal.	
Patrimoine naturel	Zonage du patrimoine naturel	La présence d'un nombre important de zonages sur le territoire communal en lien avec les massifs forestiers et le réseau hydrographique. Présence en périphérie immédiate de la Réserve naturelle régionale « Bas-marais tourbeux de la Basse-Goulandière.	L'absence d'interaction des activités de la carrière avec la Réserve Naturelle Régionale à proximité.
	Trame Verte et Bleue	Le site n'est pas concerné par des réservoirs ou corridors identifiés aux TVB du SRCE et du SCoT. Il se situe en revanche à proximité immédiate du réservoir correspondant au marais de la Basse-Goulandière.	La préservation des continuités écologiques.
	Habitats naturels, faune, flore	Des habitats naturels influencés par l'activité d'exploitation (absence d'habitat d'intérêt communautaire mais deux habitats déterminants de ZNIEFF). Un cortège floristique comprenant quelques espèces d'intérêt toutefois non	La préservation des habitats patrimoniaux d'enjeu faible et la prise en

		protégées en France ou en Europe. Pour la faune, le site constitue surtout une zone de passage, d'alimentation ou de repos pour des espèces localisées en périphérie de l'aire d'étude, avec toutefois un rôle non négligeable des plans d'eau issus de l'exploitation pour les amphibiens.	compte des enjeux faunistiques, notamment des amphibiens.
	Zones humides	Deux zones humides identifiées, dont 4600 m ² localisés dans l'emprise du projet, en périphérie de l'un des plans d'eau créé dans le cadre de l'exploitation	La conservation de la zone humide et de ses fonctionnalités.
Ressources	Ressource en eau	Le site de l'Oiselière est situé dans le bassin de la Sarthe, couvert par le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Sarthe Aval. L'eau potable sur le territoire communal est de très bonne qualité et le site de l'Oiselière est localisé hors de tout périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable.	
	Ressources minérales	La sablière de l'Oiselière et son potentiel d'exploitation sont identifiés dans le schéma régional des carrières des Pays de la Loire.	L'intégration des dispositions du schéma régional des carrières dans le cadre d'une poursuite de l'exploitation.
Risques	Risques naturels	Des risques naturels (inondation, mouvements de terrain, séisme, feux de forêt) n'impactant pas ou peu le site du projet.	
	Risques technologiques et industriels	Des risques potentiels notamment liés à la présence de la carrière (pollution des sols, minier) mais sans incidence avérée à ce jour.	
Santé publique	Assainissement	Les installations existantes sur le site de l'Oiselière ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif desservant la commune. Un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur existe pour les locaux (WC, douches).	
	Qualité de l'air	Les activités présentes sur le site influent sur la qualité de l'air par les émissions gazeuses émanant des véhicules mais aussi par l'émission de poussières. Ces émissions restent cependant faibles et conformes à la réglementation.	La maîtrise des émissions gazeuses et de poussières susceptibles d'altérer la qualité de l'air.
	Nuisances sonores	Le site de l'Oiselière s'insère dans un environnement calme. Les activités exercées sont également sources de bruit, dans des proportions respectant toutefois la réglementation en vigueur. Elles n'émettent en revanche pas de vibration.	La gestion des activités et installations, sources de bruit pour les habitations les plus proches de la carrière.
	Pollution lumineuse	La pollution lumineuse est principalement concentrée aux espaces urbanisés et secteurs d'activités de la commune. Les activités produisent une pollution lumineuse très limitée en raison du fonctionnement diurne des activités.	

	Gestion des déchets	Les activités produisent des déchets pour l'essentiel inertes et non dangereux géré dans le cadre d'un plan de gestion des déchets.	
Energie et changement climatique	Consommation et production énergétique	L'exploitation de la carrière de l'Oiselière induit une consommation d'énergie électrique et d'hydrocarbures.	La maîtrise de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effets de serre.
	Emission de gaz à effet de serre	Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'exploitation de la carrière sont principalement issues du transport routier des matériaux issus de l'exploitation.	
Milieu humain et activités humaines	Population et logements	La population communale augmente progressivement en lien avec le contexte périurbain dans lequel s'inscrit le territoire communal. La carrière de l'Oiselière est relativement isolée sur le territoire communal. Seules quelques habitations sont présentes dans le périmètre d'1km autour du périmètre du projet.	La prise en compte de la population résidant dans les secteurs habités localisés dans l'environnement immédiat du site
	Activités économiques	Le tissu artisanal, commercial et industriel de la commune est bien développé La carrière de l'Oiselière génère elle-même des emplois directs et indirects et joue un rôle dans l'économie locale.	
	Activités agricoles	L'activité agricole communale est principalement tournée vers la polyculture-élevage. Certaines prairies artificialisées sont présentes dans le périmètre de la carrière autorisée et pour lequel le renouvellement de l'autorisation d'exploitation est demandé.	
	Déplacements	Les déplacements routiers sont importants sur la commune du fait d'un réseau routier dense et permettant de relier rapidement les pôles proches. La carrière est desservie depuis le réseau départemental puis le réseau de voies communales, adaptées aux besoins de passage des poids-lourds.	

Perspectives d'évolution probables

Les perspectives d'évolution du site sont appréciées au regard des adaptations apportées au Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de sa mise en compatibilité avec le projet de renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière de l'Oiselière par l'entreprise PGCIDF.

Dans ce cadre, les perspectives d'évolution sont de deux ordres :

- **En l'absence de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme**

En l'absence d'adaptations du Plan Local d'Urbanisme pour répondre aux besoins de l'activité de carrière, le renouvellement de l'autorisation préfectorale d'exploitation sera compromis et ne permettra pas la mise en œuvre du projet présenté dans le cadre du dossier de déclaration de projet. L'activité de la carrière sera maintenue jusqu'à l'échéance de l'autorisation actuelle fixée au 29 juillet 2024 en incluant la remise en état.

Au sein de l'arrêté du 29 juillet 2009, la remise en état inclut la création d'un plan d'eau destiné à la détente et aux loisirs couvrant l'essentiel de l'emprise

du périmètre d'exploitation autorisé. Toutefois, la création de ce plan d'eau pourrait être remise en cause par le fait que l'absence d'exploitation de l'ensemble du site de l'Oiselière, qui induirait donc un remaniement préalable des surfaces dans le seul but de la création de la remise en état programmée initialement.

A terme, cette remise en état induirait ainsi une disparition du potentiel agricole et naturel des surfaces non encore exploitées pour la création du plan d'eau. Par ailleurs, la création du plan d'eau induira la disparition de certaines des espèces présentes actuellement sur le site. D'autres espèces patrimoniales pourraient en revanche s'installer, notamment dans les groupes à affinité forestière (rapaces diurnes et nocturnes, chiroptères arboricoles, mustélidés forestiers...).

- **Dans le cadre de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme**

La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en cohérence avec le projet de renouvellement et de modification du périmètre de la carrière de l'Oiselière doit permettre le renouvellement de l'autorisation préfectorale d'exploitation.

Dans ce contexte, l'activité d'extraction pourra se poursuivre durant 15 années supplémentaires induisant :

- Disparition progressive de ressources naturelles du sous-sol du fait de l'approfondissement du site d'extraction,
- Maintien de la circulation de camions,
- Maintien de nuisances pour les habitations et parcelles les plus proches de la carrière (bruit, poussières, etc.) à un niveau identique à celles existantes,
- Pérennité de l'emploi induit par l'activité de la carrière
- Maintien du paysage de la carrière durant la phase d'exploitation mais également à plus long terme, avec la remise à l'état naturel du site sous forme d'un plan d'eau.

Articulation avec les documents d'urbanisme, plans et programmes de portée supérieure

- **La justification de l'articulation du Plan Local d'Urbanisme avec les documents d'urbanisme, plans et programmes de portée supérieure**

Plusieurs textes sont venus compléter les dispositions du Code de l'urbanisme dans le but de renforcer l'intégration de l'environnement par les documents d'urbanisme. Ces textes portent sur des documents de planification ou de réglementation des activités humaines ou de l'utilisation des espaces et des ressources. Ils sont généralement représentés sous la forme de plans, programmes ou encore de schémas à l'échelle nationale, régionale, départementale, intercommunale ou communale. Une articulation est obligatoire entre ces documents et les documents d'urbanisme de niveau « inférieur » et notamment le PLU.

Dans ce cadre, le droit de l'urbanisme fait une distinction entre les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité du PLU vis-à-vis des normes supérieures.

- **Prise en compte** : La commune ne doit ignorer les objectifs généraux d'un document de portée supérieure au PLU. Cette prise en compte est assurée, a minima, par la connaissance du document en question et la présentation, le cas échéant, des motivations ayant justifié les décisions allant à l'encontre de ce document.
- **Compatibilité** : Un document est compatible avec un texte ou un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou principes fondamentaux de ce texte ou de ce document, et qu'il n'a pas pour effet ou objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.
- **Conformité** : la conformité implique un rapport de stricte identité, ce qui suppose que le document de rang inférieur ne pourra comporter aucune différence par rapport au document de rang supérieur.

Les articles L.131-4 et L.131-5 du code de l'urbanisme précisent ainsi que le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les documents et plans suivants.

Tableau d'articulation du PLU avec les documents et plans de portée supérieure

Documents et plans de portée supérieure	Application sur le territoire de Parigné l'Evêque
Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)	SCOT du Pays du Mans approuvé le 29 janvier 2014
Schéma de mise en valeur de la mer	Non concerné
Plan de mobilité prévu à l'article L.1214-1 du code des transports	Pas de plan de mobilité approuvé
Programme Local de l'Habitat (PLH)	Pas de PLH approuvé
Plan Climat-Air-Energie territorial (PCAET)	PCAET du Pays du Mans approuvé le 20 décembre 2019
Plan Local de Mobilité prévu à l'article L.1214-13-2 du code des transports	Non concerné
Plan Local de Mobilité d'Ile de France	Non concerné

- **La compatibilité avec le SCOT du Pays du Mans**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est un document de planification stratégique à long terme (environ 20 ans) créés par la loi SRU en décembre 2000.

Il est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, dont celles de la biodiversité, de l'énergie et du climat...

Le SCOT du Pays du Mans a été approuvé le 29 janvier 2014 et mis en révision en 2019. Il s'articule autour de 4 axes :

Axe 1 – Tirer parti d'un positionnement et d'un rayonnement attractifs

Axe 2 – Développer un territoire d'opportunités et d'initiatives

Axe 3 – Préserver et valoriser un territoire riche de ressources

Axe 4 – Organiser un développement urbain raisonnée et équilibré

Les axes et orientations du SCOT du Pays du Mans sont synthétisés dans le tableau ci-après, en appréciant pour chacune des orientations la compatibilité du projet d'évolution du Plan Local d'Urbanisme.

Pour la colonne intitulée compatibilité, le code utilisé est le suivant :

Compatibilité	Compatibilité partielle	Incompatibilité
---------------	-------------------------	-----------------

Tableau d'analyse de la compatibilité de la mise en compatibilité du PLU avec le SCOT du Pays du Mans

Axe et orientations	Compatibilité	Analyse et observations
Axe 1 – Tirer parti d'un positionnement et d'un rayonnement attractifs		
1- Affirmer la dimension métropolitaine du territoire		
1.1 Renforcer les coopérations métropolitaines et interSCoT		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
1.2 Favoriser l'émergence d'un pôle métropolitain sarthois		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
1.3 Poursuivre le développement d'équipements métropolitains		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2- Consolider la position stratégique entre le Grand Ouest et la région parisienne		
2.1 Valoriser la situation du territoire par rapport à la région parisienne		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.2 Faire du Pays du Mans un pays d'étapes et de séjours		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.3 Consolider et développer la desserte ferroviaire voyageurs		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.4 Se positionner sur les grands réseaux de fret multimodal et de logistique		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.5 Maintenir une bonne accessibilité nationale et régionale		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Axe 2 – Développer un territoire d'opportunités et d'initiatives		
1- Définir une stratégie de développement économique		
1.1 Affirmer les grands axes de développement du territoire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
1.2 Conforter l'agriculture dans sa dimension économique		Le site concerné par la mise en compatibilité du PLU est partiellement occupé par des surfaces présentant un potentiel d'exploitation agricole (environ 4,25 ha de surfaces agricoles incluses dans le nouveau périmètre de la zone Nc), qui seront amenées à disparaître dans le cadre de la poursuite de l'extension de la carrière. Elles permettront toutefois de répondre à un besoin local en matériaux et de satisfaire ainsi l'intérêt général.
1.3 Valoriser de nouvelles filières économiques		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2- Identifier les secteurs de développement économique du territoire		
2.1 Les secteurs économiques d'intérêt majeur		Cette orientation porte spécifiquement sur le développement des zones d'activités sur le territoire du Pays. Elle ne concerne pas les secteurs dédiés à l'exploitation du sous-sol.
2.2 Les secteurs économiques d'équilibre		
2.3 Les secteurs économiques d'intérêt local :		
2.4 Fixer des principes généraux d'aménagement		
3- Organiser le développement commercial		
3.1 Etablir une stratégie de développement commercial		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3.2 Identifier des localisations préférentielles pour le développement commercial		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3.3 Fixer des principes généraux d'aménagement du territoire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3.4 Déterminer un potentiel foncier pour le développement commercial		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3.5 Suivre le développement commercial du territoire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

3.5 Définir et délimiter des zones d'aménagement commercial (ZACom) (Document d'Aménagement Commercial)		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4- Poursuivre le développement de la couverture numérique sur l'ensemble du territoire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

Axe 3 – Préserver et valoriser un territoire riche de ressources		
1- Pérenniser une activité agricole diversifiée et fonctionnelle		Le site concerné par la mise en compatibilité du PLU est partiellement occupé par des surfaces présentant un potentiel d'exploitation agricole (environ 4,25 ha de surfaces agricoles incluses dans le nouveau périmètre de la zone Nc), qui seront amenées à disparaître dans le cadre de la poursuite de l'extension de la carrière. Elles permettront toutefois de répondre à un besoin local en matériaux et de satisfaire ainsi l'intérêt général.
2- Mettre en valeur les richesses patrimoniales, écologiques et paysagères du Pays du Mans		
2.1 Identifier et valoriser la Trame Verte et Bleue du territoire		La Trame Verte et Bleue a fait l'objet d'une analyse succincte dans le cadre du PLU. L'analyse de l'état initial de l'environnement a montré que le site se trouve hors des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques majeurs identifiés dans le cadre du SCOT mais situé à proximité de la réserve naturelle régionale « Bas-marais tourbeux de la Basse-Goulandière » En assurant la préservation d'une zone-tampon recensant des enjeux modérés à forts pour les habitats naturels et les espèces faunistiques et floristiques ainsi que la protection de linéaires de haies bocagères au droit et en pourtour de la nouvelle zone Nc délimitée, la mise en compatibilité du PLU permet d'assurer une meilleure préservation d'éléments contribuant aux continuités écologiques sur le territoire communal.
2.2 Protéger et valoriser le patrimoine historique et paysager		Comme mentionné dans l'état initial de l'environnement, le site de l'Oiselière présente une sensibilité paysagère et patrimoniale faible en raison d'un bassin de visibilité réduit du fait de l'existence de boisements et haies bocagères dans un environnement proche. La mise en compatibilité du PLU permet, en accompagnement de l'extension de la zone Nc, de renforcer la protection des haies limitant les vues directes sur la carrière et ses installations. Cette protection va permettre d'assurer la pérennité de ces écrans végétaux dans le temps, en cohérence avec les orientations du SCOT.
3- Protéger et valoriser les ressources du territoire		
3.1 Valoriser la ressource bois		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3.2 Prendre en compte la ressource du sous-sol en limitant les impacts environnementaux et paysagers		La mise en compatibilité du PLU a notamment pour objet de permettre, durant une quinzaine d'années supplémentaires, la poursuite d'une activité d'extraction de sables existante et de répondre ainsi à un besoin local en matériaux. Cette poursuite de l'activité induit des incidences environnementales et paysagères que la mise en compatibilité du PLU tend à réduire par une protection des espaces présentant une sensibilité environnementale et des haies assurant une limitation des vues sur l'emprise de la carrière, conformément aux orientations nouvellement intégrées dans

		le PADD de Parigné l'Evêque.
3.3 Préserver et gérer la ressource en eau		<p>Le site de l'Oiselière est localisé à l'écart de tout périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable.</p> <p>Les besoins en eau potable doivent être gérés conformément aux dispositions du règlement. Les besoins en eau potable restent toutefois très limités en l'absence de recours au réseau d'eau potable dans le cadre du process.</p> <p>Les risques de pollution accidentelle doivent être gérés dans le cadre du projet.</p> <p>En matière d'eaux usées, le site de l'Oiselière n'est pas desservi par le réseau d'assainissement collectif. En conséquence et conformément au règlement de la zone, les installations existantes et non remises en cause dans le cadre de la mise en compatibilité bénéficie d'un assainissement autonome.</p>
3.4 Limiter la production, optimiser la gestion et valoriser les déchets		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4- Prendre en compte le changement climatique de manière transversale		
4.1 Construire la démarche énergie / climat du territoire par l'articulation entre le SCoT et le Plan Climat Energie Territorial du Pays du Mans		Cf. analyse de la compatibilité de la mise en compatibilité du PLU avec le PCAET du Pays du Mans
4.2 Réduire les consommations d'énergies et les émissions de gaz à effet de serre		<p>La pérennisation de la carrière de l'Oiselière permettra de préserver, au plus près des besoins, une ressource essentielle pour les secteurs du bâtiments.</p> <p>Ceci aura des incidences positives sur la limitation des distances de déplacements et de ce fait sur la modération des émissions de gaz à effet de serre.</p>
4.3 Favoriser le développement d'énergies renouvelables		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4.4 Prendre en compte la vulnérabilité du territoire au changement climatique		Le site de l'Oiselière n'est pas concerné par des risques naturels susceptibles d'être aggravés du fait du changement climatique (inondation, etc.)
5- Maîtriser les risques et nuisances		
5.1 Favoriser une bonne qualité de l'air		Cf. analyse de la compatibilité de la mise en compatibilité du PLU avec le PCAET du Pays du Mans
5.2 Réduire les nuisances pour la population		<p>Le prolongement des activités induira une poursuite des nuisances existantes, considérées toutefois comme faibles (bruit, trafic, pollution lumineuse). Ces nuisances ne devraient pas évoluer comparativement à la situation existante.</p> <p>Par ailleurs, elle concerne un nombre d'habitants très limité au regard du caractère isolé de la carrière sur le territoire communal.</p>
5.3 Prévenir et protéger la population et les biens contre les risques		Le site n'est pas concerné par un risque naturel ou technologique majeur. La mise en compatibilité du PLU ne conduira pas à l'accroissement d'un risque.

Axe 4 – Organiser un développement urbain raisonné et équilibré		
1- Produire une offre adaptée de logements à l'horizon 2030		
1.1 Produire 28 000 logements nouveaux répartis en fonction de l'armature urbaine		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
1.2 Diversifier l'offre en logements pour répondre aux besoins des		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

différents types de ménages		
2- Définir des règles de consommation d'espace pour le développement urbain adaptées aux différents contextes		
2.1 Densifier le parc de logements pour économiser l'espace		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.2 Maîtriser les extensions urbaines		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.3 Favoriser le renouvellement et la densification du tissu urbain		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
2.4 Encadrer les conditions de développement de l'habitat diffus		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
3- Articuler les implantations d'équipements et de services avec l'armature urbaine du SCOT		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4- Favoriser une mobilité durable comme alternative à l'automobile		
4.1 Renforcer le développement des transports collectifs notamment périurbains		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4.2 Articuler développement urbain et offre de transports collectifs		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
4.3 Maîtriser le trafic automobile		La desserte de la carrière de l'Oiselère est assurée via le réseau routier départemental et communal. Les axes de circulation sont adaptés aux besoins du site dont les conditions d'exploitation n'évolueront pas sensiblement.

• La compatibilité avec le PCAET du Pays du Mans

Le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) est un outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat sur leur territoire.

Le PCAET du Pays du Mans a été adopté le 20 décembre 2019.

Le programme d'actions du PCAET s'articule autour de 6 axes, 21 objectifs et 42 actions synthétisés dans le tableau suivant, permettant de justifier de la compatibilité de la mise en compatibilité du PLU avec les orientations et

actions du PCAET.

Pour la colonne intitulée compatibilité, le code utilisé est le suivant :

Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité	Compatibilité	Compatibilité partielle	Incompatibilité
--	---------------	-------------------------	-----------------

Tableau d'analyse de la compatibilité de la mise en compatibilité du PLU avec le PCAET du Pays du Mans

Axe, orientations et actions	Compatibilité	Analyse et observations
AXE 1 : Faire vivre le Plan Climat Air Energie Territorial		
<i>I.A : Suivre et mettre en œuvre le Plan Climat</i>		
Action 1 : Pérenniser l'ingénierie du Plan Climat		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 2 : Structurer et développer des réseaux d'échanges pour favoriser leur résilience aux changements climatiques		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>I.B : Mettre en œuvre une stratégie commune SCoT/PCAET</i>		
Action 3 : Travailler à une traduction des enjeux Air-Énergie Climat dans le SCoT et les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU, carte communale)		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

Action 4 : Structurer un observatoire territorial commun comprenant un dispositif de suivi de la qualité de l'air		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
---	--	---

AXE 2 : Développer les filières énergétiques propres et renouvelables (EnR)		
<i>II.A : Développer la filière solaire</i>		
Action 5 : Favoriser le développement du solaire photovoltaïque et thermique pour les entreprises et les particuliers via le cadastre solaire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 6 : Inciter les collectivités à adopter un Plan Solaire Énergie (en lien avec l'énergie hydrogène) et les accompagner dans leur mise en œuvre		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>II.B : Développer la filière de la méthanisation</i>		
Action 7 : Accompagner la création d'unités de méthanisation, le développement des usages du biogaz et le réseau de distribution		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 8 : Accompagner la création d'unités de micro-méthanisation des biodéchets urbains		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>II.C : Faire émerger des projets éoliens</i>		
Action 9 : Accompagner la création de parcs éoliens sur le territoire en prenant en compte la Trame Verte et Bleue et les paysages		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>II.D : Développer les réseaux de chaleur (hors bois énergie)</i>		
Action 10 : Développer le réseau de chaleur métropolitain et accompagner le développement des réseaux de chaleur		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>II.E : Développer le bois-énergie</i>		
Action 11 : Accompagner le développement d'équipements individuels et réseaux de chaleur bois collectifs et individuels		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

AXE 3 : Repenser les mobilités		
<i>III.A : Œuvrer au développement des transports collectifs et des modes actifs</i>		
Action 12 : Améliorer l'offre et les cadencements TER		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 13 : Mettre en place des lignes express métropolitaines et gérer les interfaces avec le réseau et les services de la SETRAM		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 14 : Créer 3 chronolignes		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 15 : Encourager les aménagements dédiés au vélo et les démarches de schémas directeurs des modes actifs à l'échelle des intercommunalités avec une logique de réseaux		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>III.B : Encourager les usages de la voiture partagée</i>		
Action 16 : Poursuivre le déploiement des stations « Mouv'n'Go » et les services d'autopartage électrique		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 17 : Renforcer le réseau d'aires de covoiturage et organiser la mise en relation des covoitureurs		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

Action 18 : Poursuivre la mise en place de lignes « Coup d'Pouce »		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
III.C : Favoriser le développement et l'usage des nouvelles énergies propres et durables		
Action 19 : Favoriser la conversion des véhicules motorisés vers le biogaz, l'électrique, et via des équipements mutualisés (collectivités, entreprises et particuliers)		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 20 : Développer un écosystème de l'hydrogène		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
III.D : Encourager des démarches de management de la mobilité		
Action 21 : Accompagner les entreprises et les administrations dans leurs plans de mobilité		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 22 : Accompagner les établissements scolaires dans la mise en place de Pédibus et Vélobus via notamment les dispositifs nationaux et régionaux		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 23 : Développer le partage de flottes de véhicules en entreprises et collectivités		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 24 : Sensibiliser les citoyens aux diverses solutions de mobilités actives, collectives et renouvelables du territoire		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
AXE 4 : Favoriser un développement résidentiel et tertiaire sobre en carbone		
IV.A : Favoriser un développement sobre en carbone		
Action 25 : Allier densité et végétalisation dans les opérations d'aménagement et de renouvellement urbain		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 26 : Réduire la consommation énergétique du patrimoine public et en améliorer le confort thermique		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
IV.B : Développer des filières de la construction locale durables		
Action 27 : Soutenir et accompagner les filières de la construction en matériaux biosourcés en lançant des réflexions avec les donneurs d'ordres et maîtres d'ouvrage		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 28 : Travailler avec la filière de la construction pour favoriser l'intégration des matériaux de réemploi et améliorer la gestion des déchets de la construction		La mise en compatibilité du PLU doit permettre la poursuite de l'activité d'extraction sur le site de l'Oiselière pour répondre aux besoins en matériaux du secteur du BTP.
IV.C : Accompagner les particuliers vers la transition énergétique et environnementale		
Action 29 : Agir en faveur de l'amélioration de l'habitat (privé) en lien avec les Projets d'Intérêt Général (PIG) en cours		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 30 : Mettre en place des dispositifs facilitant la densification douce des espaces déjà bâtis (du type BIMBY, ...)		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 31 : Mettre en place des expérimentations auprès des particuliers sur la rénovation de l'habitat privé et la sensibilisation aux éco-gestes		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.

AXE 5 : Renforcer le stockage carbone et la biodiversité		
<i>V.A : Développer les pratiques agricoles durables</i>		
Action 32 : Accompagner les exploitations agricoles vers une agriculture bas carbone		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 33 : Favoriser la plantation et l'entretien de haies		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>V.B : Renforcer la Trame Verte et Bleue</i>		
Action 34 : Développer la Trame Verte et Bleue urbaine		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 35 : Créer un fond carbone local avec les acteurs locaux (publics, privés) pour soutenir les actions en faveur du stockage carbone des haies, forêts et espaces boisés		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 36 : Instituer une démarche collective et territoriale sur la gestion de la ressource forestière		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
AXE 6 : Entreprendre, produire et consommer durablement pour un territoire économe en ressources		
<i>VI.A : Accompagner la mise en place d'un système alimentaire local de qualité</i>		
Action 37 : Développer et pérenniser le Charte Qualité Proximité du Pays du Mans		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
Action 38 : Mettre en œuvre le Projet Alimentaire Territorial de la métropole		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>VI.B : Promouvoir et aider les entreprises dans la transition vers l'économie circulaire</i>		
Action 39 : Pérenniser les démarches d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT) en cours et en développer de nouvelles		L'entreprise PGCIDF n'est pas engagée dans une démarche EIT à ce jour.
<i>VI.C : Réduire les déchets en accompagnant l'évolution des modes de consommation</i>		
Action 40 : Inscrire le territoire dans la continuité des programmes de prévention des déchets		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>VI.D : Améliorer la valorisation des déchets produits</i>		
Action 41 : Optimiser la gestion des déchets ménagers		Sans lien avec l'objet de la mise en compatibilité.
<i>VI.E : Améliorer la gestion de l'eau et son accessibilité</i>		
Action 42 : Améliorer la sécurisation de la ressource en eau en quantité et qualité		Le site de l'Oiselière est localisé à l'écart de tout périmètre de protection d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine. Par ailleurs, les besoins en eau sur le site sont très limités (aucune eau de procédé, aucun prélèvement d'eau).

Incidences notables probables sur l'environnement

L'évaluation des effets positifs et négatifs de la mise en compatibilité du document d'urbanisme (MEC) sur l'environnement est basée sur :

- Une appréciation basée sur des connaissances ou références scientifiques ou bibliographiques ;
- Les analyses et simulations établies dans le cadre de l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière (réalisation : Laboratoire CBTP, juin 2022).

L'analyse est établie au regard de l'état initial de l'environnement présenté ci-avant et permet d'établir une appréciation quantitative et qualitative des effets et de proposer, le cas échéant, les mesures les mieux adaptées pour supprimer, réduire ou compenser les effets de la mise en compatibilité du PLU et indirectement du projet induit sur l'environnement.

Les incidences sont déclinées autour de plusieurs thématiques environnementales centrales vis-à-vis du développement et de l'aménagement des territoires :

- 1- Socle territorial ;**
- 2- Paysage et patrimoine ;**
- 3- Patrimoine naturel ;**
- 4- Ressources ;**
- 5- Risques ;**
- 6- Santé publique ;**
- 7- Energie et changement climatique ;**
- 8- Milieu humain et activités humaines**
 - 1- Incidences notables probables générales de la mise en compatibilité du PLU**

Les Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Parigné l'Evêque ainsi que le règlement écrit et graphique font l'objet de modifications dans le cadre de la mise en compatibilité.

Les modifications effectuées ainsi que leurs incidences notables probables sont présentées ci-après.

• Incidences notables probables du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Parigné l'Evêque constitue le cœur du Plan Local d'Urbanisme.

Concernant l'activité d'extraction de sables sur le site de l'Oiselière, l'analyse de la compatibilité du projet du PLU a montré que le PADD est complètement silencieux.

En conséquence, les orientations générales du PADD en matière de développement économique (partie IV) sont complétées par une nouvelle orientation :

« D. Prendre en compte les besoins de développement et d'évolution des activités de carrières

La commune recense 2 carrières sur les sites du Petit Cutesson et de l'Oiselière, qui permettent de répondre aux besoins locaux des entreprises en matériaux (granulats).

Le PLU doit intégrer les besoins de développement et d'évolution liés à ces activités :

- *sur le site du Petit Cutesson, en permettant l'évolution à terme de l'activité d'extraction vers une activité de stockage, de transit et de recyclage de matériaux inertes,*
- *sur le site de l'Oiselière, en intégrant le projet d'extension du site d'exploitation actuel.*

La mise en œuvre de ces projets prendra en considération les environnements écologiques, paysagers et humains dans lesquels ils s'insèrent. »

La nouvelle orientation doit permettre de prendre en compte le projet de renouvellement de l'autorisation d'exploitation, qui va se traduire par une extension des surfaces dédiées à l'activité d'extraction et de leurs incidences

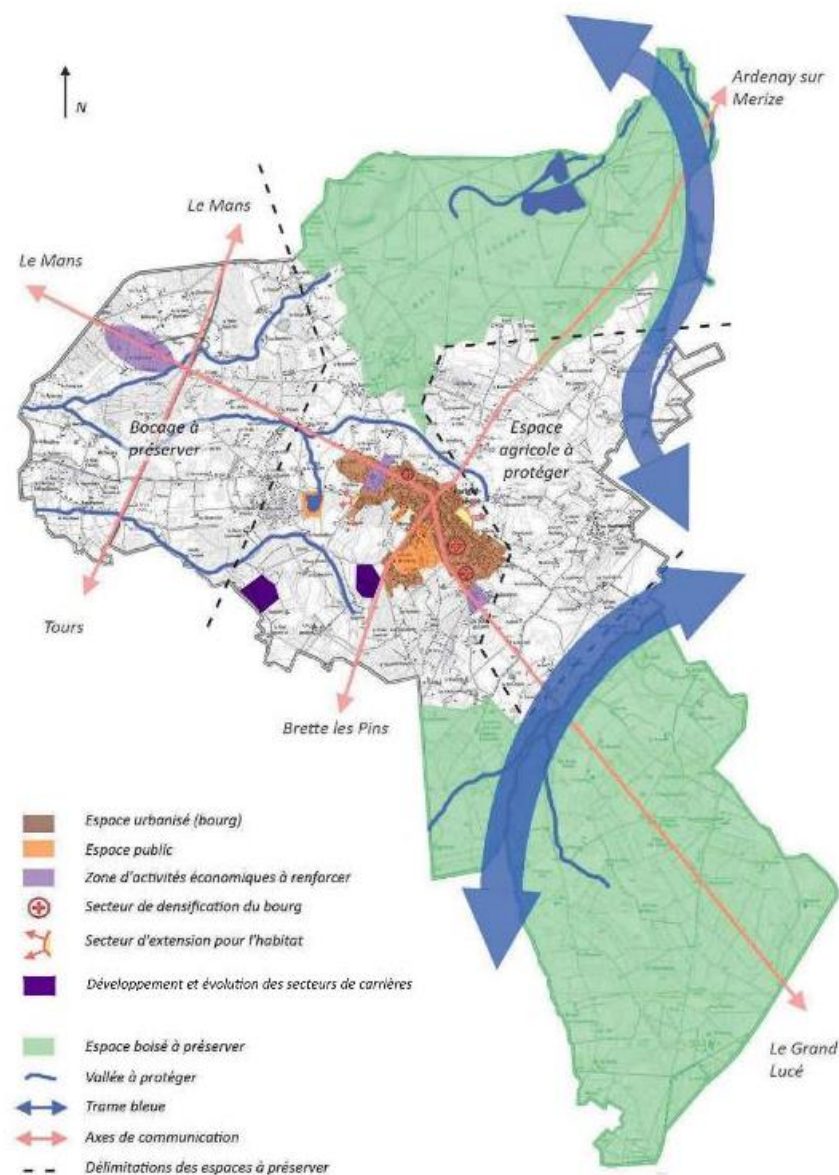
sur l'environnement :

- consommation supplémentaire d'espaces naturels, agricoles et forestiers,
- un risque limité de nouvelles nuisances (bruit, émissions de poussières, lumière) considérant la préexistence de l'activité sur le site. Les incidences sur la santé publique sont donc négatives mais faibles.
- une absence d'incidences sur le patrimoine considérant l'absence de sensibilité patrimoniale du site,
- des incidences potentielles sur le paysage et les milieux naturels. La mention de la nécessité d'une prise en compte des enjeux écologiques, paysagers et humains présents dans l'environnement du site permet toutefois de prévenir ces incidences. Au regard de la faible sensibilité paysagère et des enjeux identifiés en matière de biodiversité, les incidences sur le paysage et les milieux naturels sont donc négatives mais faibles.

La cartographie du PADD est également modifiée pour localiser le site de l'Oiselière, comme indiqué sur la carte ci-contre.

Rappel : en parallèle de la conduite de la déclaration de projet n°1 valant mise en compatibilité du PLU pour le site de l'Oiselière, une déclaration de projet n°2 a été engagée sur un autre site de carrière géré par l'entreprise PGCIDF au Petit Cutesson. La déclaration de projet n°2 induisant également une nécessité de mise en compatibilité du PADD, il a été décidé de rédiger une seule et même orientation pour les deux projets portant sur des sites de carrières.

Carte de synthèse du PADD après mise en compatibilité du PLU



- Incidences notables probables du règlement écrit et du règlement graphique

Le règlement écrit et graphique du PLU de Parigné l'Evêque est également modifié comme indiqué dans le tableau suivant.

La modification du règlement (écrit et graphique) porte sur le périmètre du site de l'Oiselière, localisé au sein d'un espace à caractère rural et à

proximité d'une réserve naturelle régionale, porte sur une zone revêtant une importance particulière sur l'environnement (zone Natura 2000, site classé, etc.).

En conséquence, ces adaptations font l'objet d'une analyse spécifique, présentée dans la partie « Incidences sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ».

PLU en vigueur		Mise en compatibilité	
Règlement écrit	Règlement graphique	Règlement écrit	Règlement graphique
<p>Zone Nc</p> <p>Existence d'une disposition spécifique à l'activité de la sablière permettant actuellement les activités connexes</p> <p>« Dans le secteur Nc, l'ouverture et l'exploitation des carrières sont autorisées ainsi que les installations, classées ou non pour la protection de l'environnement, liées à l'exploitation des carrières. »</p>	<p>Extrait du zonage avant mise en compatibilité</p>	<p>Le règlement de la zone Nc est complété pour définir les mesures applicables au sein de la zone-tampon nouvellement protégée et identifiée sur le règlement graphique</p> <p>« Dans la zone-tampon identifiée sur les plans de zonage et à protéger au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme, toute construction, tout aménagement ou toute exploitation du sous-sol sont interdits. Sont seuls autorisés les aménagements et mesures destinés à assurer l'entretien des milieux naturels existants, dans le respect de leurs caractéristiques et de leur intérêt environnemental. »</p>	<p>- Le périmètre de la zone Nc est étendue sur une surface d'environ 6,9 ha comparativement à celle inscrite dans le PLU en vigueur</p> <p>- Le règlement graphique identifie une zone-tampon à protéger en lisière nord du site d'exploitation ainsi que des linéaires de haies bocagères au droit et en périphérie de la zone Nc</p> <p>Extrait du zonage après mise en compatibilité</p>

2- Incidences notables probables sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement

La directive européenne EIPPE et le code de l'urbanisme indiquent que l'évaluation doit exposer « les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ». Ils précisent également qu'elle « expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement ».

• Analyse des incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les zones à enjeux environnementaux

Le tableau ci-dessous détaille, au regard des modifications apportées aux documents du Plan Local d'Urbanisme exclusivement, les volets environnementaux concernés par des incidences.

La notabilité des incidences est graduée selon le code couleur suivant :

Incidence indéterminée	Positive, faible et notable	Non notable	Négative, faible et notable	Négative, modérée et notable	Négative, forte et notable
------------------------	-----------------------------	-------------	-----------------------------	------------------------------	----------------------------

Thématique	Sous-thématique	Incidences probables	Notabilité de l'incidence
Socle territorial	Climat	<p>La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme et l'adaptation des documents du PLU permettront la poursuite de l'activité d'extraction sur le site de l'Oiselière sur une période supplémentaire de 15 ans. Cette activité est sources d'émissions de gaz à effet de serre en raison du fonctionnement des installations et du transport routier qui est induit.</p> <p>Ces incidences resteront cependant infinitésimales à l'échelle du phénomène du réchauffement climatique.</p> <p>La poursuite de l'activité, par la réponse qu'elle apporte aux marchés locaux (fourniture de sables) peut même avoir un effet positif en maintenant des distances de parcours réduites entre les chantiers locaux et le site.</p> <p>En effet, la disparition de la ressource locale pourrait induire un recours à une ressource provenant de carrières plus éloignées, induisant des distances de parcours plus importantes pour fournir les entreprises locales et, de ce fait, des émissions de gaz à effet de serre accrues.</p>	
	Relief et réseau hydrographique	<p>La mise en compatibilité du PLU permettra la poursuite de l'extraction du sable, cette activité influant nécessairement sur le relief du secteur sans que cette modification ne soit fortement perceptible depuis l'extérieur. Les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur le relief sont donc considérées comme non notables.</p> <p>Le périmètre de la zone Nc n'intercepte aucun cours d'eau mais inclut deux plans d'eau créés dans le cadre de l'activité d'extraction et utilisés dans le cadre du process (lavage des matériaux, décantation). Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer dans le temps au regard de l'extension de la fosse d'extraction. A terme, le projet permis par la mise en compatibilité du PLU inclura une remise en état sous la forme d'un plan d'eau couvrant l'essentiel de l'emprise de la zone.</p> <p>La mise en compatibilité est donc susceptible d'avoir des incidences sur l'hydrographie locale. Ces incidences notables resteront toutefois faibles au regard des exigences imposées par ailleurs à l'exploitant dans le cadre</p>	

		de l'autorisation environnementale (suivi piézométrique, analyse de la qualité des eaux de décantation, influence sur la nappe).	
	Géologie	L'activité d'extraction dont l'extension a vocation à être autorisée dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU sont sans influence sur la nature géologique du sol , que la sablière tend à exploiter.	
	Occupation des sols	<p>La mise en compatibilité du PLU tend à étendre l'emprise de la zone Nc comparativement à celle définie dans le PLU en vigueur. Cette extension va porter sur une surface d'environ 6,9 ha incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces d'ores et déjà intégrées dans l'emprise de la zone d'extraction (surfaces déjà consommées à hauteur d'environ 2 ha) - des surfaces non encore exploitées (surfaces futures consommées à hauteur d'environ 4,9 ha). <p>Cette consommation d'espaces (4,9 ha) induites par la mise en compatibilité du PLU sera permanente et notable. Elle représente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0,08% de la superficie du territoire communal, - l'équivalent de 7,7% de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée sur la commune durant la période 2011-2021. Cette période constitue la période de référence introduite par la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 pour l'application des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (réduction de 50% à l'échelle nationale durant la période 2021-2031) puis du « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050. <p>Il convient de noter que, dans le cadre du décret 2022-763 du 29 avril 2022 relatif à la nomenclature de l'artificialisation des sols, les « surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation » (carrières) sont considérées comme des surfaces non artificialisées. La mise en compatibilité du PLU induit ainsi une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers mais n'induirait pas d'artificialisation des sols.</p> <p>Par ailleurs, à l'issue de l'activité d'extraction (2039), la remise en état prévoit la création d'un plan d'eau permettant de restituer un espace naturel au territoire communal.</p>	
Paysages et patrimoine	Paysages	<p>L'état initial de l'environnement a permis de montrer que les vues sur le site d'extraction se limitaient à un bassin de visibilité relativement restreint autour de l'emprise de la carrière. Ceci est notamment lié à l'existence d'éléments paysagers dans un périmètre proche de la carrière, permettant de jouer un rôle d'écrans végétaux. La mise en compatibilité du PLU, en cohérence avec les nouvelles orientations du PADD, permet de mieux prendre en compte l'importance de ces éléments de paysage en assurant une protection des haies bocagères. A ce titre, la mise en compatibilité à une incidence positive sur la prise en compte des paysages.</p> <p>L'extension de la carrière permise par la mise en compatibilité du PLU restera toutefois perceptible depuis les abords immédiats du site (CR70, habitations de l'Oiselière). La poursuite de l'activité d'extraction va ainsi induire une évolution du paysage actuel sur la portion Est du site. Depuis le CR70, la protection de la haie existante en bordure du chemin permettra d'assurer la modération de l'impact de ce changement paysager dans le temps. Depuis le hameau de l'Oiselière (1 habitation), le paysage se modifiera sans que ce changement ne soit toutefois substantiel au regard de la préexistence de la carrière.</p> <p>Ainsi, il reste possible de considérer que l'introduction de nouvelles mesures de protection d'éléments de</p>	

		paysage dans le PLU au travers de la mise en compatibilité aura plutôt des incidences positives sur la prise en compte des paysages.	
	Patrimoine	En l'absence d'enjeu majeur en matière de patrimoine bâti et archéologique au sein de l'emprise du site ou sur ses abords immédiats, la mise en compatibilité n'est pas susceptible d'avoir un impact négatif sur le patrimoine.	
Patrimoine naturel	Zonage du patrimoine naturel	La mise en compatibilité du PLU contribue à modifier le périmètre de la zone Nc de la carrière de l'Oiselière, qui n'intercepte aucun zonage d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel.	
	Trame Verte et Bleue	Les parcelles nouvellement intégrées dans la zone Nc dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU ne sont pas situées au sein de continuités écologiques identifiées au SRCE ou dans le cadre du SCOT du Pays du Mans. La mise en compatibilité du PLU ne tend par ailleurs pas à supprimer d'autres éléments pouvant contribuer à la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue. Elle tend d'ailleurs à mieux préserver un certain nombre de haies bocagères présentes en pourtour de la carrière pour des raisons de paysage, ces haies pouvant également jouer un rôle d'élément-relais pour les continuités écologiques présentes sur le territoire. En conséquence, la mise en compatibilité du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la Trame Verte et Bleue du territoire communal.	
	Habitats naturels	L'extension de la zone Nc programmée dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU intercepte des habitats présentant des enjeux faibles à forts : <ul style="list-style-type: none"> - les enjeux forts portent sur des surfaces déjà incluses dans les surfaces d'extraction (périphérie des plans d'eau), - les sensibilités modérées portent sur un espace-tampon localisé au nord du futur site d'extraction, espace-tampon que la mise en compatibilité du PLU tend à prendre en compte et à préserver en partie en y excluant la possibilités de mener des activités d'extraction. Ceci permettra de mieux garantir, en complément de la protection de la haie existante en bordure du CR70, la conservation des habitats naturels. L'extension de la zone Nc inclut également un habitat d'intérêt patrimonial (fourrés de bordure) pour lequel il a toutefois été identifié un enjeu faible. Cet espace est intégré dans le périmètre d'extraction actuel de la carrière. En conséquence, la mise en compatibilité du PLU permettant la poursuite et l'extension de l'activité d'extraction de la carrière n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les habitats naturels et notamment sur l'habitat patrimonial identifié.	
	Flore	Pour la flore, aucune espèce d'enjeu fort n'est présente sur les nouvelles parcelles intégrées dans la zone Nc, la seule espèce de cette catégorie patrimoniale étant le Polycarpon à quatre feuilles, localisé sur les sables nus dans l'angle nord-ouest de la carrière. Pour les plantes d'enjeu moyen, quelques pieds de Brome des toits (<i>Anisantha tectorum</i>) sont localisés sur les marges nord-est de la zone d'exploitation n°3, les 3 autres espèces d'intérêt patrimonial moyen étant localisées dans l'emprise du site d'extraction actuel. Cette espèce étant une pionnière des sables secs et arides peu végétalisés, il est peu probable qu'elle se maintienne sur une échéance	

		<p>de plus de 10 ans, à moins de maintenir localement des portions de sols nus ou très peu végétalisés. Pour les quatre autres espèces végétales d'enjeu faible, une seule est présente sur les emprises d'exploitation quinquennale : la Cuscute à petites fleurs (<i>Cuscuta epithymum</i>). Cette plante parasite, observée sur la Callune, pourra se maintenir tant que le couvert herbacé restera relativement ouvert, mais régressera spontanément en l'absence d'entretien du site.</p> <p>Rappelons qu'aucune des espèces mentionnées ci-avant ne fait l'objet de protection réglementaire.</p> <p>Les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur la flore remarquable, au travers de la poursuite et l'extension de l'activité d'extraction, sont donc faibles.</p>									
	Faune	<p>Du fait de l'extension de la zone Nc, l'activité d'extraction sera réalisée sur un périmètre plus important. La mise en compatibilité du PLU est donc susceptible d'induire des incidences sur les espèces faunistiques recensées. Au final, les impacts identifiés dans le cadre de l'étude faune-flore des opérations projetées sont globalement négligeables à faibles.</p> <table><tr><td>Mammifères</td><td>Pour les mammifères, aucun enjeu particulier n'a été noté, la zone du projet constituant principalement une zone de passage ou d'alimentation occasionnelle (chiroptères et autres mammifères).</td></tr><tr><td>Amphibiens</td><td>Les espèces d'amphibiens recensées profitent du plan d'eau apparu dans le cadre de l'exploitation. Dans le cadre de la poursuite et l'extension de l'activité, une destruction très ponctuelle involontaire de certains individus (circulation des engins, extraction de matériau) est possible mais reste sans incidence majeure sur les populations locales.</td></tr><tr><td>Reptiles</td><td>Seul le Lézard des murailles a été noté sur les surfaces nouvellement classées en zone Nc, avec des individus isolés observés sur les marges externes de ces emprises. Cette espèce présente un enjeu faible.</td></tr><tr><td>Oiseaux</td><td>Des espèces d'intérêt patrimonial ont été recensées dans les nouveaux secteurs qui seront affectés par l'activité d'extraction dont la poursuite et l'extension est permise par la mise en compatibilité du PLU. Pour ces espèces, les enjeux portent principalement sur les abords du grand plan d'eau et les habitats périphériques. La nature très ouverte des habitats et l'exploitation existante du site rendent les autres surfaces peu propices à la reproduction.</td></tr></table>	Mammifères	Pour les mammifères, aucun enjeu particulier n'a été noté, la zone du projet constituant principalement une zone de passage ou d'alimentation occasionnelle (chiroptères et autres mammifères).	Amphibiens	Les espèces d'amphibiens recensées profitent du plan d'eau apparu dans le cadre de l'exploitation. Dans le cadre de la poursuite et l'extension de l'activité, une destruction très ponctuelle involontaire de certains individus (circulation des engins, extraction de matériau) est possible mais reste sans incidence majeure sur les populations locales.	Reptiles	Seul le Lézard des murailles a été noté sur les surfaces nouvellement classées en zone Nc, avec des individus isolés observés sur les marges externes de ces emprises. Cette espèce présente un enjeu faible.	Oiseaux	Des espèces d'intérêt patrimonial ont été recensées dans les nouveaux secteurs qui seront affectés par l'activité d'extraction dont la poursuite et l'extension est permise par la mise en compatibilité du PLU. Pour ces espèces, les enjeux portent principalement sur les abords du grand plan d'eau et les habitats périphériques. La nature très ouverte des habitats et l'exploitation existante du site rendent les autres surfaces peu propices à la reproduction.	
Mammifères	Pour les mammifères, aucun enjeu particulier n'a été noté, la zone du projet constituant principalement une zone de passage ou d'alimentation occasionnelle (chiroptères et autres mammifères).										
Amphibiens	Les espèces d'amphibiens recensées profitent du plan d'eau apparu dans le cadre de l'exploitation. Dans le cadre de la poursuite et l'extension de l'activité, une destruction très ponctuelle involontaire de certains individus (circulation des engins, extraction de matériau) est possible mais reste sans incidence majeure sur les populations locales.										
Reptiles	Seul le Lézard des murailles a été noté sur les surfaces nouvellement classées en zone Nc, avec des individus isolés observés sur les marges externes de ces emprises. Cette espèce présente un enjeu faible.										
Oiseaux	Des espèces d'intérêt patrimonial ont été recensées dans les nouveaux secteurs qui seront affectés par l'activité d'extraction dont la poursuite et l'extension est permise par la mise en compatibilité du PLU. Pour ces espèces, les enjeux portent principalement sur les abords du grand plan d'eau et les habitats périphériques. La nature très ouverte des habitats et l'exploitation existante du site rendent les autres surfaces peu propices à la reproduction.										

		<p>Localisation des oiseaux remarquables</p> <p>Avifaune patrimoniale</p> <ul style="list-style-type: none"> Alouette des champs Alouette lulu Bruant des roseaux Bruant jaune Chardonneret élégant Chevalier guillemette Cochevis huppé Engoulevent d'Europe Grèbe castagneux Linotte mélodieuse Pic épeichette Tartre pâle Tourterelle des bois <p>Zone du projet Zone d'étude élargie</p>	
	Zone humide	<p>La mise en compatibilité du PLU prévoit une extension de la zone Nc sur des parcelles au sein desquelles une zone humide a été identifiée. Cette zone humide est localisée autour du grand plan d'eau, qui n'avait pas été initialement intégré dans son ensemble au sein de la zone Nc. Cette zone humide dont la délimitation peut évoluer en fonction du niveau du plan d'eau a été directement générée par l'exploitation de la carrière. Son existence et sa pérennité sont donc directement liées à l'activité d'extraction dont la mise en compatibilité du PLU tend à permettre la poursuite.</p> <p>Sur les autres parcelles nouvellement incluses dans la zone Nc, aucune zone humide n'a été identifiée.</p> <p>En conséquence, les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les zones humides ne sont pas notables.</p>	
Ressources	Ressource en eau	<p>L'extension de la zone Nc de l'Oiselière programmée dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'incidence notable sur la ressource en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elle n'intercepte aucun périmètre de protection d'un captage destiné à l'alimentation en eau potable, - elle ne remet pas en cause de zone humide de manière significative, - les conditions d'exploitation ne sont pas modifiées comparativement à la situation existante (utilisation de l'eau du grand plan d'eau pour le lavage des matériaux, recours à un bassin pour la décantation des eaux de process). <p>Il convient de rappeler que l'exploitant est tenu au respect de mesures spécifiques concernant le suivi de la qualité des eaux et de leur influence sur la nappe souterraine. Il devra également s'assurer que l'exploitation du site durant les 15 prochaines années restera sans influence majeure sur l'écoulement des eaux et notamment sur l'alimentation en aval du bas-marais de la Basse-Gouladière.</p>	
	Ressources minérales	<p>La poursuite de l'exploitation de la sablière permise par la mise en compatibilité du PLU va conduire à l'exploitation des ressources minérales, par définition non renouvelables et aura donc un impact négatif sur le long terme.</p>	

Risques	Risques naturels	La zone Nc nouvellement délimitée dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU est localisée à l'écart de toute zone soumise à un risque naturel majeur. L'activité de la carrière permise par cette zone Nc n'est par ailleurs pas susceptible de contribuer à une aggravation des risques existants. En conséquence, la mise en compatibilité du PLU est sans incidence sur les risques naturels .	
	Risques technologiques et industriels	Les risques technologiques et industriels identifiés et rattachés à l'activité de la carrière sont des risques potentiels (risque de pollution des sols, risque minier) sans incidence avérée à ce jour. Il n'est pas attendu d'incidence sur ces risques dans le cadre de l'extension de la carrière.	
Santé publique	Assainissement	La poursuite de l'activité permise par la mise en compatibilité du PLU s'effectuera dans des conditions identiques à celles existantes. En matière d'assainissement, le traitement des eaux usées issus des locaux et sanitaires est réalisé par un système d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur. Ce dispositif est conforme aux dispositions du règlement (article 4-2 de la zone N). La mise en compatibilité du PLU est donc sans incidence notable sur l'assainissement.	
	Qualité de l'air	La mise en compatibilité du PLU, en permettant la poursuite de l'activité, va prolonger les émissions de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'air notamment pour les habitations les plus proches : - émissions gazeuses liées aux véhicules et engins nécessaires à l'exploitation, - émissions de poussières La mise en compatibilité du PLU est donc susceptible d'avoir une incidence sur la qualité de l'air. Celle-ci restera toutefois faible et pourra être partiellement gérée dans le cadre des activités par la mise en place de mesures spécifiques destinées à permettre la surveillance et la maîtrise des émissions de poussière.	
	Nuisances sonores	La mise en compatibilité du PLU est susceptible d'avoir des incidences négatives sur l'environnement sonore en permettant la poursuite d'activités pouvant émettre du bruit à proximité d'habitations. Ces incidences restent cependant faibles : - au regard de la situation existante, - de l'absence de tirs de mine dans le cadre de l'activité d'extraction au regard de la nature sableuse du matériau extrait, - du nombre faible d'habitations présentes dans l'environnement immédiat de la carrière.	
	Pollution lumineuse	La pollution lumineuse est limitée aux éclairages nécessaires au fonctionnement de l'activité pendant certaines périodes de l'année (en hiver, le matin et le soir notamment) pour garantir la sécurité des travailleurs. Ces éclairages restent toutefois très limités dans le temps et dans un secteur relativement éloigné des habitations. Ainsi, si la pollution lumineuse est amenée à se poursuivre sur le long terme, il est considéré que les incidences seront non notables.	
	Gestion des déchets	La poursuite de l'activité de la carrière permise par la mise en compatibilité du PLU contribuera à la production de déchets pendant la période d'exploitation. Leur nature et quantité resteront proches de celles existantes et seront à gérer dans le cadre du plan de gestion des déchets mis en place par l'exploitant.	
Energie et changement climatique	Consommation et production énergétique	L'extension de l'emprise de la carrière permise par la mise en compatibilité du PLU aura une incidence sur la consommation énergétique en permettant la poursuite des activités existantes. La mise en compatibilité du PLU n'introduit pas de mesures particulières visant à réduire cette consommation en	

		l'absence d'outils adaptés à cet effet. La réduction de la consommation d'énergie est à approfondir à l'échelle de la mise en œuvre du projet.	
	Emission de gaz à effet de serre	La poursuite des activités permise dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU contribuera à une poursuite des émissions de gaz à effet de serre susceptibles d'influer sur le climat. Il s'agit pour l'essentiel des émissions liées aux gaz d'échappement des engins à moteur thermique qu'il s'agisse de certaines installations ou engins au sein de la carrière ou du transport de fret liée à la livraison/réception des matériaux. Les activités autorisées resteront identiques à celles pratiquées actuellement. Les émissions de gaz à effet de serre ne devraient donc pas être supérieures à celles existant actuellement et resteront , dans tous les cas, sans impact notable sur le climat.	
Milieu humain et activités humaines	Population logements et	Les incidences des activités sur la population résidant dans les habitations les plus proches de la zone d'exploitation seront prolongées du fait de la mise en compatibilité du PLU. Ces incidences portent principalement sur les nuisances sonores et la qualité de l'air comme mentionné précédemment. Il est toutefois à noter : - le nombre d'habitations directement concernées est très faible - qu'il n'existera pas de modification substantielle comparativement à la situation existante. Sur cette base, les incidences sur la population peuvent être estimées comme non notables.	
	Activités économiques	La mise en compatibilité du PLU tend à permettre la pérennité de l'activité de la carrière et à assurer le maintien des emplois induits par cette activité. La mise en compatibilité du PLU a donc une incidence positive sur les activités économiques et le bassin d'emploi communal.	
	Activités agricoles	L'extension de la zone Nc dans le cadre de la mise en compatibilité va concerner des surfaces présentant un potentiel d'exploitation pour l'activité agricole. Les surfaces concernées représentent environ 4,5 ha. Il convient de préciser toutefois que ces surfaces ne font pas l'objet d'une valorisation par une exploitation de la commune à l'heure actuelle. En conséquence, la mise en compatibilité du PLU n'impactera pas les surfaces d'une exploitation agricole ou ne sera pas susceptible de remettre en cause le fonctionnement de l'une des exploitations de la commune.	
	Déplacements et mobilités	La pérennisation des activités permise par la mise en compatibilité du PLU va contribuer à maintenir la circulation de poids-lourds sur le réseau routier traversant le territoire communal. Il est à noter que le trafic induit par l'activité de la carrière restera globalement identique à celui existant actuellement. Les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les déplacements et les mobilités restent donc faibles. Par ailleurs, il est à noter que la mise en compatibilité du PLU ne remet pas en cause l'emplacement réservé n°1 destiné à permettre la réalisation d'une liaison douce entre Parigné l'Evêque et Brette-les-Pins	

- **Evaluation des incidences sur le réseau Natura 2000**

- Rappel et cadrage préalable

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné tant dans le code de l'urbanisme (art L.121-1 et s.) que dans le code de l'environnement (Art L.122-1 et s.). La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) a profondément modifié le contenu de ces documents dans ce sens, en obligeant à réaliser un état initial de l'environnement, à évaluer les incidences et orientations du document d'urbanisme sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Les documents d'urbanisme doivent aussi faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000 s'ils sont susceptibles de les affecter de manière significative. Cette évaluation est appelée « évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 » ou « évaluation des incidences Natura 2000 ».

L'analyse comprend dans tous les cas :

- 1- Une présentation du document de planification accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à envisager dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni.
- 2- Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ;

Dans le cas contraire, le dossier sera complété par :

- 3- Une analyse des effets temporaires et permanents, directs et

indirects, que le document de planification, peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation des sites.

Au terme de cette analyse, il doit être déterminé si le plan tel qu'il est envisagé portera une atteinte significative aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000. Dans la négative, l'évaluation des incidences Natura 2000 conclura à l'absence d'impact.

- 4- Dès lors que des incidences significatives potentielles sont identifiées, des mesures de suppression ou de réduction doivent être prévues et présentées.

Dans l'hypothèse où ces mesures permettent de conclure à l'absence d'effet significatif sur les sites Natura 2000, l'évaluation des incidences Natura 2000 est achevée.

Il est important de rappeler ici que, si l'évaluation conclut à une atteinte aux objectifs de conservation du site et en l'absence de solutions alternatives, le projet ne pourra être réalisé que s'il répond à un intérêt public majeur et prévoit des mesures compensatoires qui seront transmises, pour avis ou pour information, à la Commission européenne.

Dans ce cas, le dossier d'évaluation est ainsi complété :

- 5- La description détaillée des solutions alternatives envisageables et des raisons pour lesquelles celles-ci ne peuvent être mises en œuvre (bilan avantages-inconvénients).
- 6- Un argumentaire permettant de démontrer les raisons impératives d'intérêt public majeur conduisant à la nécessité d'adopter le plan.
- 7- Une proposition de mesures qui permettront de compenser les atteintes significatives aux objectifs de conservation des sites Natura 2000.

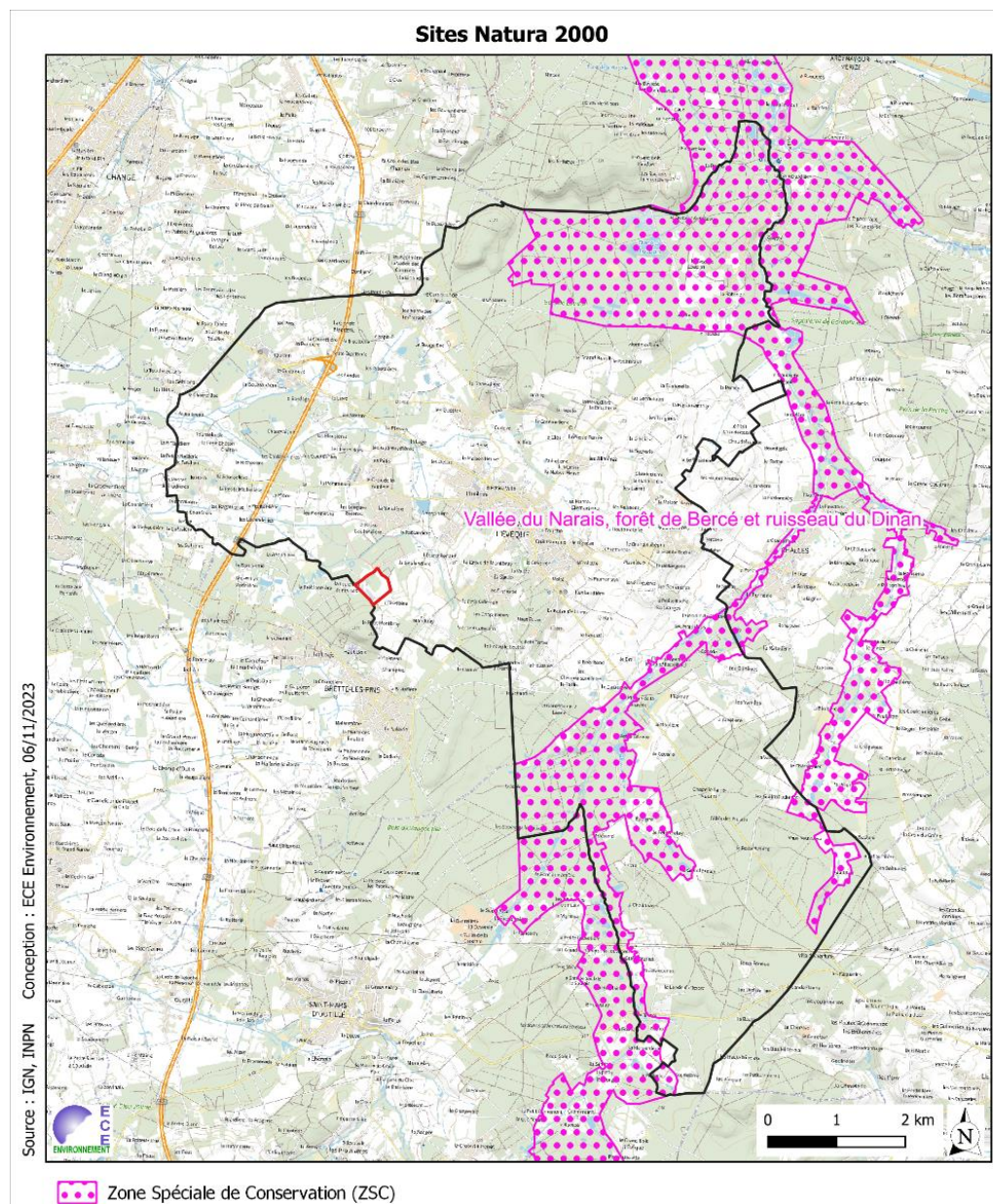
- Site Natura 2000 sous influence potentielle de la mise en compatibilité du PLU

Le territoire communal est concerné par le site du réseau Natura 2000 :

- Zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée du Narais, forêt de Bercé et Ruisseau du Dinan » (FR5200647)

La distance la plus proche par rapport au site du projet est comprise entre 3,2 et 4,4 km.

Ce site correspond à un ensemble regroupant les vallées de deux cours d'eau et une partie du massif forestier de Bercé. Il inclut également plusieurs étangs et zones humides enserrées dans des massifs forestiers privés et dans le camp militaire d'Auvours. Les enjeux concernent principalement la flore et les habitats aquatiques et palustres, ainsi que la composante âgée de la trame bocagère et forestière, favorable aux coléoptères saproxyliques (*Osmoderma eremita*, *Cerambyx cerdo* et *Lucanus cervus*).



- Analyse des incidences probables notables de la mise en compatibilité du PLU sur les sites Natura 2000

En premier lieu, le site du projet n'héberge pas de manière permanente des espèces ou habitats dont la conservation est visée par le site Natura 2000 précités.

Seul le Lucane a été recensée au cours des inventaires menés dans le cadre de l'étude faune-flore du Porter à connaissance pour le renouvellement de l'autorisation d'exploitation, en dehors des parcelles en projet. Il ne dispose pas d'habitat favorable sur le site.

La distance entre le site du projet et le site Natura 2000 considéré écarte des incidences potentielles directes sur des habitats ou habitats d'espèces des sites Natura 2000.

Enfin, le site du projet ne se trouve pas en interaction avec les sites Natura 2000, que ce soit par le biais du réseau hydrographique (bassins versants différents) ou de continuités écologiques identifiées. Le bassin versant où se situe le projet ne comprend d'ailleurs aucun site Natura 2000. Ainsi, il n'est pas attendue d'incidence indirecte liée à la modification du PLU.

En conclusion, aucune incidence éventuelle du projet sur les sites Natura 2000 les plus proches n'est mise en évidence. L'évaluation s'arrête donc à ce stade.

- Conclusion

Au regard de l'analyse menée si avant, le projet de mise en compatibilité du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur les sites du réseau Natura 2000.

Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement et des solutions de substitution

La mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme vise à permettre l'extension de la zone Nc destinée à l'exploitation de la carrière de

l'Oiselière.

Le tableau ci-après explique les choix établis dans le cadre de l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme aux besoins du projet au regard :

- des objectifs de protection de l'environnement
- des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

Choix retenu dans le cadre de la mise en compatibilité	Explication au regard des objectifs de protection de l'environnement	Solutions de substitution raisonnables
PADD <ul style="list-style-type: none"> ➤ Compléments aux orientations écrites pour prendre en compte le projet de poursuite des activités sur le site de l'Oiselière tout en rappelant la nécessité d'une prise en compte des enjeux environnementaux, paysagers et humains ➤ Mise en cohérence de la cartographie du PADD avec les nouvelles orientations écrites 	<p>La création d'une orientation écrite dédiée au projet et sa traduction sur la cartographie du PADD doit permettre d'appuyer les adaptations des documents règlementaires du PLU pour garantir la cohérence du document d'urbanisme avec le projet.</p> <p>L'état initial de l'environnement ayant identifié un certain nombre d'enjeux, ceux-ci sont rappelés dans le PADD pour assurer leur prise en compte dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU puis dans le cadre de la mise en œuvre du projet.</p>	<p>Considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence d'incidences notables fortes ou modérées sur l'environnement, - l'objet limité du Plan Local d'Urbanisme, - la nécessité d'une cohérence entre le projet dont l'intérêt général est déclaré et le Plan local d'Urbanisme, <p>aucune solution de substitution n'a été envisagée.</p>
Règlement graphique <ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation de l'emprise de la zone Nc de 6,9 ha comparativement à celle inscrite dans le PLU en vigueur ➤ Protection de plusieurs linéaires de haies au droit et en périphérie plus lointaine du site de la carrière ➤ Délimitation d'une zone-tampon à protéger au nord de la zone Nc 	<p>Le règlement graphique (plans de zonage) procède à une redélimitation de la zone dédiée à la carrière de l'Oiselière en cohérence avec le périmètre autorisé dans l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 pour lequel un renouvellement de l'autorisation d'exploitation est sollicitée.</p> <p>Cette délimitation est susceptible de croiser certains périmètres d'enjeux environnementaux ou d'avoir des incidences du fait de la nature de l'activité que la zone Nc tend à permettre.</p> <p>L'analyse des incidences a cependant montré que les incidences de la mise en compatibilité du PLU restaient globalement non notables ou faibles.</p>	

	<p>La mise en compatibilité du PLU introduit certaines mesures complémentaires comparativement au document en vigueur, mesures susceptibles de garantir une meilleure prise en compte de certains enjeux environnementaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - enjeux paysagers en garantissant une protection de certaines haies contribuant à l'intégration paysagère de la carrière dans l'environnement proche et plus lointain, - enjeux de biodiversité en protégeant une zone-tampon au nord du site de la carrière, sur laquelle des enjeux plus importants ont été identifiés en termes de biodiversité (habitats naturels, faune et flore). <p>Des incidences négatives faibles sur l'environnement restent toutefois possibles du fait de la nature de l'activité (bruit, qualité de l'air, énergie, circulation, etc.). Elles pourront être prises en compte dans le cadre des prescriptions définies par l'arrêté préfectoral de renouvellement de l'autorisation d'exploitation.</p>	
<p>Règlement écrit</p> <p>➤ Définition des règles applicables au sein de la zone-tampon délimitée au nord du site de la carrière afin de limiter les risques d'atteinte à ces espaces</p>	<p>Ces règles doivent permettre de limiter les possibilités d'aménagement et d'exploitation sur la frange nord de la carrière, où des enjeux plus importants ont été identifiés en matière de biodiversité.</p>	

Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

• Rappel de la démarche ERC

La séquence dite « éviter – réduire – compenser » (ERC) résume l'obligation réglementaire selon laquelle les projets d'aménagement doivent prendre à leur charge les mesures permettant d'éviter prioritairement d'impacter

l'environnement (dont la biodiversité et les milieux naturels), puis de réduire au maximum les impacts qui ne peuvent pas être évités.

Finalement, s'il y a une incidence résiduelle notable sur l'environnement, alors les porteurs de projet/ des plans devront les compenser « en nature » en réalisant des actions favorables aux intérêts environnementaux considérés.

La séquence « éviter, réduire, compenser » les impacts sur l'environnement concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux et aux incidences identifiées.

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts s'inscrivent dans une démarche progressive et itérative propre à l'évaluation environnementale. Elles sont guidées par une recherche systématique de l'impact résiduel le plus faible possible, voire nul.

Les mesures d'évitement doivent être visibles à travers les choix de développement urbain retenus. L'argumentaire présenté dans le rapport de présentation explique les raisons pour lesquelles la solution retenue est la plus satisfaisante au regard des enjeux notamment environnementaux.

- **Mesures mises en place dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU**

Le tableau ci-après synthétise l'ensemble des éléments pour éviter, réduire, ou, le cas échéant, compenser les effets de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme sur les différentes thématiques environnementales.

Thématique	ERC	Mesures dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU
Socle territorial	Evitement	-
	Réduction	-
	Compensation	-
Paysage et patrimoine	Evitement	-
	Réduction	➤ Protection de linéaires de haies bocagères au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme en bordure du CR70 et dans un périmètre plus lointain pour limiter les risques d'atteinte au paysage proche et éloigné
	Compensation	-
Patrimoine naturel	Evitement	-
	Réduction	➤ Délimitation d'une zone-tampon au sein de laquelle les possibilités de construction, d'aménagement ou d'exploitation du sous-sol sont interdites pour limiter les risques d'atteinte à ces secteurs présentant des sensibilités environnementales plus importantes ➤ Protection de la haie existante en bordure du CR70 au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme ➤ Protection d'autres linéaires de haies bocagères au titre de l'article L.123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme pouvant contribuer à la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue pour les déplacements de la faune.
	Compensation	-
Ressources	Evitement	-
	Réduction	-
	Compensation	-
Risques	Evitement	-
	Réduction	-
	Compensation	-

Santé publique	Evitement	-
	Réduction	-
	Compensation	-
Consommation énergétique et changement climatique	Evitement	-
	Réduction	-
	Compensation	-

Définition des critères, indicateurs et modalités de suivi

• Objectifs et modalités de suivi

Le Code de l'Urbanisme prévoit l'obligation d'une analyse des résultats de l'application du document d'urbanisme au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans. Cette analyse des résultats passe par la définition d'indicateurs.

Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à différentes dates.

Dans le domaine de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer :

- D'une part l'état initial de l'environnement,
- D'autre part les transformations induites par les dispositions du document,
- Et enfin le résultat de la mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée.

Il s'agit ainsi d'être en mesure d'apprécier l'évolution des enjeux sur lesquels la mise en compatibilité du PLU est susceptible d'avoir des incidences (tant positives que négatives). Cela doit permettre d'envisager, le cas échéant, des adaptations dans la mise en œuvre du document, voire d'envisager sa révision.

Les indicateurs de suivi définis ci-après visent exclusivement à appréhender l'évolution de l'état initial de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la carrière. Le nombre et la nature des indicateurs sont ainsi adaptés à ce seul objectif.

- **Présentation des indicateurs retenus**

Thématique	Indicateur	Périodicité	Source de la donnée	Etat initial
Patrimoine naturel	Evolution des habitats au sein de la zone -tampon délimitée et protéger	Tous les 5 ans	Entreprise PGCIDF Commune	-
	Evolution des zones humides	Tous les 5 ans	Entreprise PGCIDF	➤ 4600m ² de zones humides identifiées dans la zone Nc en 2023
Santé publique	Qualité de l'air global sur la commune	Tous les ans	Air PDL (station Le Mans)	➤ Qualité moyenne de l'air
	Qualité de l'air aux abords du site	Tous les 2 ans	Entreprise PGCIDF	➤ Emissions de poussières conformes à la réglementation en 2022
Milieu humain et activités humaines	Nombre d'emplois liés à l'activité de la carrière	Tous les 5 ans	Entreprise PGCIDF	➤ 2 emplois directs ➤ Environ 10 emplois indirects